

Ce dossier a été conçu et élaboré sous le pilotage de la commission pédagogique de la Fondation de la Résistance, présidée par Monsieur Jean Gavard, Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, à laquelle ont bien voulu s'associer, la Fondation Charles de Gaulle, la Fondation pour la mémoire de la Déportation, l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, le Mémorial de Caen, le Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin (Ville de Paris), le Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, le Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

La réalisation du dossier est soutenue par les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives).

La Fondation de la Résistance, la Fondation Charles de Gaulle et la Fondation pour la mémoire de la Déportation remercient vivement de leur participation à la réalisation de cette brochure :

- Les membres du groupe de travail qui ont rédigé le dossier :
Thierry Barthoulot (service éducatif - Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon), **Éric Brossard** (professeur relais - Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne), **Aleth Briat** (Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie), **Benoît Kermaol** (enseignant - Fondation de la Résistance), **Guy Krivopissko** (enseignant et conservateur du Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne), **Christine Levisse-Touzé** (directeur de recherche associé à Montpellier III - directeur du Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin, Ville de Paris), **Frantz Malassis** (responsable archives et documentation - Fondation de la Résistance), **Claude Marmot** (enseignante - Fondation Charles de Gaulle), **Aurélien Pol** (coordonnatrice historique - Association pour des Études sur la Résistance

Intérieure), **Axel Porin** (enseignant - Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne), **Emmanuel Thiébot** (historien au pôle éducatif et formations - Mémorial de Caen).
- ainsi que, pour leurs précieux conseils et leur soutien :
Joëlle Boyer (enseignante - Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque/Musée Jean Moulin, Ville de Paris), **Victor Convert** (directeur général - Fondation de la Résistance), **Joëlle Dusseau** (inspectrice générale de l'Éducation Nationale-groupe Histoire et Géographie), **Chantal Jorro** (documentaliste - Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon), **Yves Lescure** (directeur général - Fondation pour la Mémoire de la Déportation), **Philippe Mazars** (chargé d'étude à la direction de l'enseignement scolaire - ministère de l'Éducation nationale), **Elizabeth Pastwa** (directrice - Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon)

Elles adressent également leurs vifs remerciements aux associations et organismes suivants qui soutiennent fidèlement l'organisation de ce concours :

- **ADIR**, Association Nationale des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance,
- **AFMD**, Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation,
- **Amicale des Anciens de Dachau**,
- **Amicale de Buchenwald-Dora**,
- **Amicale de Buna-Monowitz**,
- **Amicale de Dora-Ellrich**,
- **Amicale de Flossenbürg**,
- **Amicale de Mauthausen**,
- **Amicale de Neuengamme**,
- **Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen**,
- **Amicale des Réseaux Action de la France Combattante**,
- **ANACR**, Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance,
- **ANCVR**, Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance,
- **ANMRF**, Association Nationale des Médailleurs de la Résistance Française,
- **Association Libération Nord**,
- **Association Libre Résistance**,
- **CAR**, Comité d'Action de la Résistance,
- **CNCVR**, Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance,
- **COSOR**, Comité des Œuvres Sociales de la Résistance,
- **FNDIR**, Fédération Nationale des Déportés Internés de la Résistance,
- **FNDIRP**, Fédération Nationale des Déportés Internés Résistants et Patriotes,
- **Fondation de la France Libre**,
- **MER**, Association « Mémoire et Espoirs de la Résistance »,
- **ORA**, Organisation de la Résistance de l'Armée,

- **UAR**, Union des Aveugles de la Résistance,
- **UNADIF**, Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles de disparus,
- **Union des associations d'Auschwitz et des camps de Haute Silésie**,
- **Union des blessés de la face et de la tête - Les Gueules cassées**.

et en particulier pour leur contribution pédagogique sous la forme d'un dossier spécifique :

le Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Toulouse, la FNDIRP, la FNDIR - UNADIF. La diversité des sources documentaires ainsi offertes aux candidats leur permettra, par leur complémentarité, d'aborder les thèmes proposés sous des aspects multiples et ainsi d'enrichir leur réflexion.

Il faut signaler enfin l'action des associations suivantes qui proposent aux lauréats de poursuivre des études et des recherches initiées lors de leur participation au Concours et les encouragent à entreprendre avec elles leur approfondissement :

- Association « **Mémoire et Espoirs de la Résistance** » 16/18, place Duplex. 75015 PARIS. Tél : 01 45 66 92 32.
- **Association pour des Études sur la résistance Intérieure** 16/18, place Duplex. 75015 PARIS. Tél : 01 45 66 62 72.
- Association « **des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation** » 31, boulevard Saint Germain 75005 PARIS. Tél. : 01 43 25 84 98.

Éditeur : Fondation de la Résistance, Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République – 30, boulevard des Invalides – 75007 Paris – **Téléphone :** 01 47 05 73 69 – **Télécopie :** 01 53 59 95 85 – **Site internet :** www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@club-internet.fr

Directeur de la publication : Jean Mattéoli, Président de la Fondation de la Résistance – **Directeur délégué de la publication :** François Archambault – **Rédacteur en chef :** Frantz Malassis – **Maquette, photogravure et impression :** SEPEG, Paris XV^e – Revue trimestrielle - Abonnement pour un an : 16 € – N° 43 : 4, 50 € – Commission paritaire : n° 4124 D73AC – ISSN : 1263-5707



Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche



Le ministère de la Défense - direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives.



La Fondation de la Résistance



La Fondation Charles de Gaulle



La Fondation pour la Mémoire de la Déportation

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République

N° 43 - décembre 2005 - 4,50 €



**CONCOURS NATIONAL
de LA RÉSISTANCE
ET de LA DÉPORTATION
2005-2006**

« Résistance
et monde rural »

THÈME PROPOSÉ PAR LE JURY NATIONAL :

« Résistance et monde rural.

Ce thème peut être l'occasion de réfléchir sur la Résistance du monde rural, les rapports entre la résistance urbaine et le monde rural, la relation des résistances avec l'espace rural.

Les recherches des élèves pourront porter, entre autres, sur les aspects de la Résistance – par exemple les maquis, les refuges, le camouflage des réfractaires et des persécutés – qui témoignent du rôle décisif joué par la population des campagnes dans la lutte contre l'occupant. » *Bulletin Officiel de l'éducation nationale* n° 15 du 14 avril 2005.

PARTICIPATION ET INSCRIPTION :

Peuvent participer au Concours les élèves des établissements publics et privés sous contrat des catégories suivantes :

- classes des lycées d'enseignement général et technologique,
- classes des lycées d'enseignement professionnel,
- classes de troisième de collège,
- classes des établissements d'enseignement agricole,
- classes des établissements relevant du ministère de la Défense et des établissements français à l'étranger.

Vous pouvez vous inscrire auprès de votre chef d'établissement.

CONDITIONS DE RÉALISATION :

Les sujets des épreuves individuelles proposés par les jurys départementaux peuvent privilégier certains aspects du thème général.

La date des épreuves individuelles a été fixée au **vendredi 24 mars 2006**.

Les devoirs individuels doivent être réalisés à cette date, en classe, sous surveillance, en temps limité (3h30 pour les lycées, 2h30 pour les classes de troisième) à partir des sujets fournis par le jury départemental, les candidats ne devant disposer d'aucun document personnel.

Les sujets départementaux devront proposer soit une composition, soit une étude de documents donnant lieu à des questions et à la rédaction d'un texte argumenté.

En ce qui concerne les travaux collectifs, ils pourront être préparés dès le premier trimestre à partir du thème national.

Compte tenu des évolutions technologiques, il convient de favoriser l'utilisation de supports multimédia : cassettes vidéo VHS, cédérom, site Internet.

Dans cette dernière éventualité, le mémoire pourra être remplacé par une note de présentation du site avec son adresse.

La démarche personnelle et active de recherche de témoignages auprès d'anciens résistants et déportés devra être privilégiée. De même, il conviendra de faire

émerger la diversité des formes de résistance, de répression et de persécution liée aux spécificités locales.

À cet égard, des conférences préparatoires peuvent être organisées, dans votre établissement, par des résistants et des déportés.

DATE LIMITE DE REMISE DES DEVOIRS INDIVIDUELS ET DES TRAVAUX COLLECTIFS :

Ils seront adressés par votre établissement scolaire à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale, **au plus tard le jeudi 30 mars 2006**.

RÉSULTATS ET REMISE DES PRIX :

Les lauréats départementaux recevront leur prix lors d'une cérémonie organisée au chef-lieu du département le 8 mai 2006 (ou à une date voisine).

Les meilleurs devoirs seront sélectionnés par département pour être présentés au jury national. Les lauréats nationaux seront récompensés par d'importants prix au cours d'une cérémonie officielle à Paris.

Pour plus de renseignements se référer au Bulletin officiel de l'Éducation nationale n° 15 du 14 avril 2005.

(www.education.gouv.fr/bo/2005/15/MENE0500664N.htm)

CONCOURS DE LA MEILLEURE PHOTOGRAPHIE D'UN LIEU DE MÉMOIRE

Les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle organiseront, après les résultats du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2005-2006, un concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire de la **Résistance**.

Ce concours est ouvert à tous les candidats du Concours national de la Résistance et de la Déportation de l'année en cours.

Le nombre de photographies par candidat est limité à deux tirages papier dont le format ne saurait dépasser les dimensions de 40X50 cm.

Pour participer, reportez-vous impérativement au règlement de ce concours sur les sites Internet décrits ci-dessous, ou bien demandez-le au 01 47 05 67 90.



« Passant souviens-toi ». Stèle d'Huelgoat (Finistère). Photographie de Mathilde Diot primée en 2003-2004.

Les photographies doivent être envoyées à l'adresse suivante avant le **14 juillet 2006** :

Les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle
Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire
30 boulevard des Invalides
75007 PARIS

À l'issue de la sélection par notre jury les documents ne seront pas retournés.

Les trois meilleures photographies seront diffusées sur les sites de la Fondation de la Résistance :

www.fondationresistance.org,
 de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation :
www.fmd.asso.fr
 et de la Fondation Charles de Gaulle :
www.charles-de-gaulle.org

Sommaire

LA LETTRE DE LA FONDATION • N° 43 • DÉCEMBRE 2005

1^{RE} PARTIE

Sommaire
Introduction

3
4
6

Le monde rural et les traumatismes de 1940

- Le discours vichyste du « Retour à la terre » : un piège pour la paysannerie ?
- Les raisons du refus dans le monde rural
- Premiers actes isolés, premières actions concertées de résistance

2^E PARTIE

La Résistance en action dans le monde rural

12

- Aider les Alliés et la France Libre
- Aider les pourchassés
- Les réalités de la Résistance rurale

Fiche méthode n° 1 : reconstituer le parcours d'un résistant du monde rural, l'exemple de Tanguy-Prigent

3^E PARTIE

Les maquis, incarnation de la Résistance dans l'espace rural

20

- Qu'est ce qu'un maquis ?
- L'existence des maquis est liée au soutien de la population rurale
- Panorama de la France des maquis

Fiche méthode n° 2 : comment étudier les liens entre Résistance urbaine et Résistance rurale ?

4^E PARTIE

La France rurale et la Libération

26

- La contribution des ruraux à la Libération
- Le retour de la République au village

Fiche méthode n° 3 : la Résistance dans le monde rural, mener l'enquête

- Conclusion • La représentation de la Résistance et du monde rural au cinéma • Notions-clés
• Indications bibliographiques • Les sites Internet • Orientation chronologique.

29



EN COUVERTURE

Dans une ferme de Mazangé, petit village du Loir-et-Cher (actuelle région Centre), toute une famille de paysans photographiée avec deux aviateurs américains qu'elle a hébergés plusieurs mois.

Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne.

* Les astérisques renvoient à la liste des notions clés page 34

PRÉFACE

Pour vous aider sur Internet

Afin de faciliter la préparation au Concours, le site Internet du CNDP, Centre National de Documentation Pédagogique, propose une rubrique consacrée au thème de cette année à l'adresse :

<http://www.cndp.fr/memoire>

Vous y trouverez des renseignements complémentaires sur la préparation des épreuves individuelles et collectives, des conseils pour les élèves et les enseignants, ainsi qu'une bibliographie répertoriée par région et par niveau (collège, lycée et enseignant). Un agenda des initiatives proposées dans le cadre du Concours sera également disponible.

Enfin, vous y trouverez les adresses des sites Internet des différents partenaires qui ont participé à la préparation de cette brochure et qui mettront en ligne des renseignements et documents complémentaires.

Cette rubrique sera disponible à partir du 15 novembre 2005 et connaîtra des développements ultérieurs.

Cette année, le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation est « Résistance et monde rural ».

C'est la première fois, depuis sa création en 1958, que ce concours invite les candidats à réfléchir sur la Résistance spécifique de nos campagnes d'alors mais aussi sur les rapports entre la Résistance urbaine et le monde rural.

L'intérêt de ce thème est double :

- les candidats pourront mener un travail personnel sous la forme d'enquêtes de terrain. Ainsi seront-ils amenés à prendre contact avec des associations de résistants, de déportés ou de mémoire et des correspondants de presse locale ainsi qu'à entreprendre des recherches dans les mairies, les bibliothèques, les archives municipales et départementales ou les musées... Cette démarche active leur donnera l'occasion de s'approprier une partie de leur histoire locale tout en la croisant avec l'histoire nationale.

- le monde rural c'est aussi l'espace du temps long où la mémoire collective garde sans nul doute plus longtemps le souvenir d'événements locaux marquants.

Avec ce thème, les candidats collecteront des témoignages d'acteurs qui jusqu'à présent, si l'on pense aux paysans, ont été très peu sollicités, dans un monde de transmission orale plus qu'écrite. Le dossier documentaire que nous proposons cette année 2005-2006, aussi bien aux enseignants qu'à l'ensemble de la communauté scolaire, se veut un outil pédagogique destiné à les aider concrètement dans la préparation du Concours, et à faciliter le travail de recherche avec les élèves. Aussi alterne-t-il des informations historiques succinctes sur le sujet proposé, accompagnées de compléments divers (documents iconographiques, témoignages, biographies) et des fiches méthodologiques destinées à guider la réalisation des dossiers collectifs.

Espérons que vous soyez nombreux, cette année encore, à participer à ce concours pour qu'il ne ressorte qu'un seul perdant : l'oubli !

Jean Mattéoli

Président de la Fondation de la Résistance

Marie-José Chombart de Lauwe

Présidente de la Fondation

pour la Mémoire de la Déportation

Yves Guéna

Président de la Fondation Charles de Gaulle

« **J**e me découvris à moitié et un sourire se détacha de ma pâleur. Je tenais à ces êtres par mille fils confiants dont pas un ne devait rompre ». C'est ainsi que le poète résistant René Char rendait hommage aux habitants du village de Céreste, situé dans le Lubéron, qui avait été envahi par les nazis le 29 juin 1943 afin d'arrêter celui qui était alors le chef d'un groupe de résistants. Avec la publication après guerre des « Feuilles d'Hypnos », René Char insistait sur la solidarité exprimée par les habitants de ce petit village qui avaient à plusieurs reprises aidé le groupe de résistants qu'il commandait. Le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation de cette année « Résistance et monde rural » permet de connaître plus en détail ces liens de solidarité, ces actes de soutien, mais aussi la participation active à la Résistance, sous diverses formes, des habitants de nos campagnes.

Être résistant signifie, à partir de l'armistice* de juin 1940, souhaiter poursuivre le combat par une action volontaire, clandestine, dont le but est de lutter contre l'occupant nazi et le nouveau régime de Philippe Pétain, instauré à partir de juillet 1940 : l'État français, régime autoritaire et collaborateur avec les Allemands.

Pour exprimer cette opposition, des hommes et des femmes, peu nombreux au sein de la société française, ont utilisé plusieurs moyens d'action : contestations orales, graffiti, diffusions de tracts et de journaux clandestins, recueils de renseignements pour les Alliés, protection de populations exclues par le nouveau pouvoir, mais aussi lutte armée et constitution de maquis, l'ensemble de ces actions visant à obtenir la libération du territoire français et la restauration d'un régime démocratique.

À regarder de plus près ces multiples gestes de résistance, on s'aperçoit que la part du monde rural est importante : un maquis par exemple ne peut survivre que grâce à l'aide des paysans fournissant l'alimentation, une ferme isolée est également souvent

un excellent refuge pour ceux qui doivent se cacher des autorités. Même si l'ensemble du monde rural n'a pas été actif au sein de la Résistance, son appui a permis le développement de multiples actions.

Il faut rappeler qu'en 1939, la France est un pays encore fortement rural : la moitié de la population vit à l'époque dans les campagnes et l'agriculture est un secteur-clé de l'économie du pays.

Qu'entend-on réellement par « monde rural » ? Cette expression, qui n'est pas employée durant la Seconde Guerre mondiale – on parle alors de monde des campagnes ou de France des paysans –, désigne les espaces où la population est rassemblée dans des communes de moins de 2 000 habitants. Plus généralement, on associe à ces petites communes les petites villes qui sont étroitement liées aux espaces ruraux, tant par leur mode de vie que par leurs activités économiques.

Le monde rural se définit également par d'autres critères importants pour l'étude de la Résistance : les collectivités rurales vivent en autonomie relative par rapport à l'ensemble de la société. Cela peut être propice à l'expression de gestes d'hostilité à l'égard du régime de Philippe Pétain. Par ailleurs, le fonctionnement économique des campagnes permet aussi d'être autonome : en temps de guerre, ce phénomène est renforcé. Les ruraux peuvent mieux subvenir à leurs besoins et ont entre leurs mains les clés du ravitaillement de l'ensemble de la population. Surtout, le monde rural est composé de petits ensembles, où tout le monde se connaît et qui ont de faibles relations avec l'extérieur. On retrouve l'esprit de solidarité dont parle René Char, ces « mille fils confiants » que relatent de nombreux témoignages de résistants. Enfin, dans ces petites communautés, ceux qu'on appelle les notables, entre autres les maires, les curés, les instituteurs ou bien encore les gendarmes jouent un rôle décisif : on en trouve à la tête des organisations résistantes qui se développent en milieu rural.

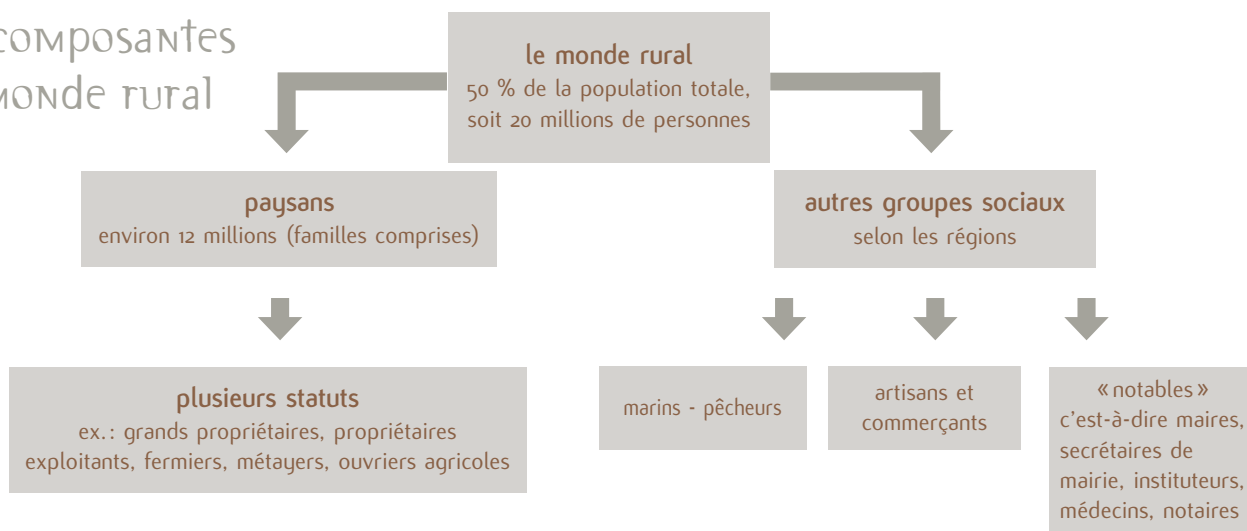
France rurale de 1939

La France de 1939 est encore fortement marquée par la ruralité. Les espaces géographiques du territoire, diversifiés, ont permis une pluralité de productions (céréaliculture, vignoble, élevage entre autres) qui a contribué à la constitution de communautés rurales marquées. Les espaces montagneux et forestiers sont aussi très présents, ce qui a pu favoriser le développement des actions de la Résistance.



S. Schrader et L. Gallouedec, *Atlas classique de géographie ancienne et moderne*. Librairie Hachette, 1925.

Les composantes du monde rural



Sur près de 40 millions de Français en 1939, la moitié de la population est considérée comme rurale. Le groupe le plus important de cet ensemble est celui des agriculteurs, c'est-à-dire de toutes les personnes exerçant une activité liée à la terre. Toutefois la population des campagnes est bien plus diversifiée. Chacune des composantes a pu jouer durant la Seconde Guerre mondiale un rôle spécifique au sein de la Résistance.

Enfin, un dernier élément a son importance : ces petits ensembles sont souvent autant de « petites patries », qui n'oublent certes pas qu'elles appartiennent à un plus grand ensemble, la France, mais ont des critères communs qui les différencient des autres. Parmi ces critères d'identification, le souvenir entretenu de l'histoire de ces communautés est très important. En s'opposant au pouvoir en place, de nombreux habitants des campagnes revivent des épisodes historiques où leur village ou région s'était déjà auparavant opposé à l'État.

Pour aider à se familiariser avec l'étude du rôle multiple du monde rural dans l'histoire de la Résistance, un plan chrono-thématique a été choisi. Après avoir analysé les réactions du monde rural en 1940, année terrible car année de la défaite et de la disparition de la République, remplacée par un régime qui souhaite faire des campagnes le terreau d'une « France nouvelle », sont évoqués les divers modes d'action de la Résistance en milieu rural, en insistant plus particulièrement sur les exemples d'une Résistance paysanne ou plus largement rurale. Le rappel de l'importance des maquis dans le monde rural est aussi fait de multiples gestes résistants – accueil et protection de réfugiés ou d'aviateurs alliés, recueil de renseignements – ne seront pas négligés car ils montrent plus que d'autres encore les atouts du monde des campagnes pour l'existence de la Résistance dans son ensemble. Enfin, est étudiée la part prise par certains habitants des campagnes

dans la libération du territoire et leur rôle dans la construction d'une nouvelle France, démocratique et rassemblée. À ces quatre grandes parties sont associées un ensemble de fiches méthode, destinées à guider les recherches : quelle que soit la région, que l'on soit dans une ville ou à la campagne, on découvrira en effet que la Résistance s'est inscrite dans de multiples espaces, où le monde rural joue un rôle déterminant. Même si, aujourd'hui, ce monde paraît à certains lointain, à travers ce thème,



on verra que l'histoire locale de la Résistance est extrêmement riche et permet d'étudier l'action de ces hommes et de ces femmes qui ont permis la libération de la France et la restauration de la démocratie. Relater ces multiples gestes et actions est le principal moyen de leur rendre hommage.

Important : le contenu de cette brochure a vocation à donner les connaissances de base sur le thème « Résistance et monde rural » et à proposer des pistes de recherche que les élèves pourront

explorer (des fiches méthodologiques en particulier peuvent être photocopiées et distribuées aux élèves). Afin de compléter ces différentes indications, auxquelles sont associés une chronologie, un lexique et une bibliographie de base à la fin de la brochure, plusieurs autres informations et documents seront disponibles sur le site Internet <http://www.cndp.fr/memoire>, ce qui permettra aux élèves et aux enseignants de mieux préparer le concours. ●

La presse n'était pas le seul moyen de diffuser les idées et les mots d'ordre de la Résistance. Des tracts et des papillons (petits tracts) étaient aussi distribués dans les campagnes. Dans ce tract de 1942, c'est par le dessin qu'on tente de lutter contre les réquisitions allemandes. Il est à noter que parfois de tels documents sont rédigés en langue régionale ou en patois, plus compréhensible pour les habitants des campagnes.

Musée de la Résistance nationale - Champigny-sur-Marne

N.B. : les faits évoqués dans cette brochure se cantonnent à la France métropolitaine et à la Corse. Cela ne doit pas faire oublier que le territoire français est à l'époque beaucoup plus étendu puisqu'il constitue le deuxième empire colonial au monde. Faute de place, ne sont donc pas pris en compte ces colonies, ni les DOM TOM actuels. Les établissements scolaires de la France d'outre-mer ainsi que ceux établis à l'étranger qui participent au concours peuvent évidemment s'intéresser plus particulièrement à ces zones géographiques.

LE MONDE RURAL

ET LES TRAUMATISMES DE 1940

Le discours vichyste du « Retour à la terre » : un piège pour la paysannerie ?

En juin 1940, la France subit une lourde défaite contre l'Allemagne nazie avec qui elle est en guerre depuis septembre 1939. Une bonne partie du territoire est occupée par l'armée allemande, un nouveau régime s'installe et toutes les couches de la société française sont traumatisées : comme tous les Français, les habitants des campagnes doivent faire face à de nombreuses difficultés et s'interrogent sur la conduite à tenir face au régime de Vichy et à la présence de l'occupant.

La France rurale, pilier du nouveau régime :

Après la défaite de juin 1940, l'agriculture française est fortement déstabilisée, d'abord par la mobilisation générale, puis, par la captivité des prisonniers de guerre, ce qui la prive de 13 % de sa population active, mais aussi par les prélèvements allemands et le blocus anglais. Cela accroît le recul des terres cultivées et de l'élevage provoquant une rapide pénurie alimentaire. Lorsque le maréchal Pétain et les hommes du gouvernement de Vichy instaurent leur programme politique, intitulé la « Révolution nationale* », qui s'appuie sur un ensemble d'idées réactionnaires, le monde de l'agriculture ainsi que l'artisanat en deviennent des composantes majeures. Sous l'égide de la devise « Travail, Famille, Patrie » et sous couvert d'une longue tradition historique de la France rurale, ces hommes politiques prônent le « retour à la terre » face à une industrialisation qui aurait appauvri la nation. Pétain déclare dans un discours prononcé à Tulle, le 20 avril 1941, « La France redeviendra ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une nation essentiellement agricole. Elle restaurera les antiques

traditions artisanales ». Le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, Pierre Caziot, surenchérit quelques mois plus tard, le 21 septembre de la même année, en déclarant qu'« *il faut oser proclamer la primauté de la paysannerie et la nécessité d'une politique donnant à la production agricole la première place dans l'économie de la nation* ».

La paysannerie est donc mise à l'honneur par une intense propagande qui souhaite maintenir le poids de l'agriculture face au monde urbain, discours qui semble être entendu à l'heure des restrictions.

Les paysans y sont d'autant plus sensibles, dans les premiers mois du régime vichyste, qu'ils s'étaient sentis les laissés-pour-compte de la société française dans l'entre-deux-guerres, face à la promotion de la civilisation mécanique et industrielle. La Corporation Nationale Paysanne*, instaurée le 2 décembre 1940, qui regroupe sous un monopole l'ensemble des structures syndicales agricoles d'avant-guerre, ainsi que les organismes de propriétaires, de crédits ou d'assurance, n'est pas vue d'un mauvais œil. Bien au contraire, l'image d'une solidarité paysanne qu'elle véhicule qui vient au secours des populations urbaines pour leur assurer le ravitaillement, est même valorisante. Pétain ne déclare-t-il pas dans son discours du 1^{er} janvier 1941 : « *Je m'adresse aux Paysans de France. Il faut qu'ils tirent de la terre tout ce qu'elle peut donner. Les rendements devront être augmentés en dépit de toutes les difficultés* » ? Ou bien encore, « *Paysans, mes amis, je vous fais confiance et je compte sur votre dévouement pour m'aider à relever la France* ». La propagande vichyste s'empare de ces thèmes pour mettre en avant la paysannerie et

l'artisanat par l'intermédiaire d'une presse spécialisée, d'affiches, de brochures, d'émissions radiophoniques et de documentaires diffusés dans les salles de cinéma, l'idée première étant d'affirmer que la paysannerie est garante de l'ordre social face à la culture ouvrière et citadine, jugée responsable, entre autres, de la défaite.

Afin d'enrayer l'hémorragie des campagnes, une Mission de restauration paysanne est créée pour remettre en état les cultures abandonnées, tandis qu'un Service civique rural* est mis en place, en mars 1941, qui fait participer les jeunes aux grands travaux agricoles pour pallier la main-d'œuvre masculine manquante. Un « pécule de retour à la terre » est alloué, en mai 1941, aux familles ayant un enfant à charge qui, exerçant une profession industrielle ou commerciale, s'engagent à pratiquer un métier agricole pendant au moins six mois. Mesures qui ne sont que des pis-aller. Ce qui grève avant tout les récoltes, ce sont les prélèvements des Allemands pour leurs propres troupes d'occupation stationnées en France.

Quelles premières réactions dans le monde des campagnes ?

La population, surtout les citadins, n'a que faire de cette propagande du « Retour à la terre ». Pour elle, les campagnes sont devenues synonymes de ravitaillement. D'autant que certains paysans, par réflexe ancestral des temps de disette, constituent des réserves qui ne sont pas livrées aux coopératives malgré les appels à la raison du gouvernement. C'est dans ce surplus, parfois volontaire pour une revente au prix fort dans le cadre du « marché noir », que les habitants des

viles cherchent à améliorer leur ration alimentaire. De plus, certaines productions, faute de moyens de transport, ne peuvent être vendues comme avant-guerre sur les marchés. La venue des citadins à la ferme est donc une aubaine pour certains agriculteurs modestes. Choyés par le régime de Vichy et souvent marqués par un conservatisme politique, de nombreux ruraux ont manifesté dans un premier temps de la sympathie pour le nouveau régime et son chef, Philippe Pétain, lui-même issu du monde rural et admiré pour son rôle durant la Première Guerre mondiale. D'autres, confrontés aux difficultés et aux humiliations nées de la capitulation, de l'occupation et de la collaboration d'État, s'opposent à cette nouvelle situation faite au pays. ●

Affiche de propagande de Vichy : « la terre, elle, ne ment pas ».

Le gouvernement de Vichy a cherché par des affiches de propagande à rendre la « Révolution nationale » populaire. Ici, par une image d'Épinal qui est compréhensible par tous, Philippe Pétain souhaite démontrer que le monde paysan est l'une des bases de la France et que le travail de la terre, tâche difficile, oblige les paysans à de nombreux efforts. C'est un moyen de critiquer le monde citadin, perçu comme un monde d'oisiveté et de loisirs.

Mémorial de Caen



Texte du discours adressé aux paysans.

Pétain a voulu faire des paysans une des bases de son régime. Lui-même issu du monde rural, symbole de la victoire de Verdun lors de la Première Guerre mondiale (où de nombreux paysans ont perdu la vie pour défendre la patrie), il a adressé de nombreux discours au monde paysan.



Les raisons du refus dans le monde rural

En zone occupée, l'intense propagande visant à présenter un occupant « correct » ne peut faire oublier aux populations rurales, en premier lieu dans le nord de la France, les crimes commis par l'armée allemande dans plusieurs zones de combat. Une hostilité sourde s'installe, avivée par les souvenirs des guerres de 1870-1871 et 1914-1918. Ce ressentiment est accru là où le vainqueur impose l'hébergement chez l'habitant de ses soldats et de ses fonctionnaires, là où il s'empare des productions, prioritairement des récoltes et des troupeaux.

En zone non-occupée, l'afflux des réfugiés (enfants perdus dans l'exode, parents ayant fui la ville, Alsaciens et Mosellans refusant l'annexion et la nazification de leur région subies sans protestation par l'État français, etc.) mobilise des solidarités et ravive des sentiments anti-allemands.

Dans les deux zones, le nouveau régime politique mis en place par Vichy avec le soutien de l'occupant, transforme de manière brutale et autoritaire les cadres de vie traditionnels de la population.

L'encadrement de la population au sein de groupes tels les Corporations, les Offices, les Ordres professionnels, etc., peut heurter en milieu rural des mentalités séculaires de petits producteurs indépendants (artisans, marins-pêcheurs, professions libérales, etc.). Plus encore, l'interdiction de la chasse et la confiscation des armes qui remet en cause une liberté acquise par le monde rural à la Révolution française, suscitent refus et opposition.

En milieu rural, les mesures de répression contre des gens connus dont on est

Témoignage

« J'entends chaque jour, prêcher par la radio, le "retour à la terre". À notre peuple mutilé et désespéré, on dit "tu t'es laissé leurrer par les attraits d'une civilisation trop mécanisée; en acceptant ses lois et ses commodités, tu t'es détourné des valeurs anciennes, qui faisaient ton originalité; foin de la grande ville, de l'usine, voire de l'école! Ce qu'il te faut, c'est le village ou le bourg rural d'autrefois, avec leurs labeurs aux formes archaïques, et leurs petites sociétés fermées que gouvernaient les notables; là, tu retremperas ta force et tu redeviendras toi-même". Certes, je n'ignore pas que sous ces beaux sermons se dissimulent – en vérité assez mal – des intérêts bien étranges au bonheur des Français. Tout un parti, qui tient aujourd'hui ou croit tenir les leviers de commande, n'a jamais cessé de regretter l'antique docilité qu'il suppose innée aux peuples modestement paysans. [...] Toute une littérature de renoncement bien avant la guerre, nous les [Les propos en faveur du monde rural venant de Vichy] avait rendus déjà familiers. Elle stigmatisait l'"americanisme". Elle dénonçait les dangers de la machine et du progrès. Elle vantait, par contraste, la paisible douceur de nos campagnes, la gentillesse de notre civilisation de petites villes, l'amabilité en même temps que la force secrète d'une société qu'elle invitait à demeurer de plus en plus résolument fidèle aux genres de vie du passé. [...] Tout, pourtant, dans cette apologie de la France rurale, n'était pas faux. Je crois fermement que l'avantage demeure grand, pour un peuple, encore à l'heure présente, de s'enraciner fortement dans le sol. Par là il assure à son édifice économique une rare solidité, il se réserve surtout un fond de ressources humaines, proprement irremplaçables. Pour le voir vivre, chaque jour, pour avoir naguère combattu à ses côtés et m'être beaucoup penché sur son histoire, je sais ce que vaut l'authentique paysan français, dans sa verte robustesse et sa finesse sans fadeur. »

Marc Bloch, *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard Folio Histoire, 1990, p. 180-181. [Première édition, 1946]

Marc Bloch (1886-1940), historien du monde rural, a écrit ce témoignage dès l'été 1940, achevant sa rédaction dans un village de la Creuse, Guéret-Fougères. Résistant, il est tué par les Allemands en 1944 après son arrestation. Ici, il analyse, pour les critiquer, les non-dits de la politique vichyste concernant la France rurale.

souvent proche (élus, militants politiques et syndicaux, fonctionnaires, etc.) trouble les consciences. De même, l'emprisonnement dans des centaines de centres ou camps d'internement dans toute la France, des prisonniers de guerre français et alliés, ainsi que des « indésirables » et des politiques que le régime de Vichy souhaite mettre à l'écart de la nouvelle société à construire, ne laisse pas indifférent. Dans de nombreux endroits, l'enlèvement des symboles républicains - en premier lieu les bustes de Marianne pour lesquels les générations précédentes s'étaient battues - suscite des réprobations. Enfin, dans des campagnes majoritairement catholiques les premières mesures discriminatoires contre les Juifs heurtent souvent les principes religieux et moraux de compassion et de tolérance de nombreux fidèles. En terre protestante, dans les Cévennes particulièrement, ces réprobations sont unanimes.

Au plan économique également, dans les deux zones, le choc est rude pour les populations.

L'absence des hommes, prisonniers de guerre, met en grande difficulté les petites unités de production familiales, artisanales ou industrielles. La ligne de démarcation*, véritable frontière, entrave



Les zones libre et occupées

À l'intérieur de la zone occupée, les Allemands ont délimité une zone interdite au nord de la Somme et de l'Aisne. Les départements du Nord et du Pas-de-Calais étaient placés sous l'administration de Bruxelles. Les Allemands ont annexé l'Alsace et le département de la Moselle.

D'après la carte extraite du livre d'Henri Michel, *La Seconde Guerre mondiale*, tome I, Paris, PUF, 1969, p. 190.

gravement les échanges économiques entre les deux zones et des pénuries de

matières premières et de produits de consommation se font jour (charbon et minerais extraits essentiellement en zone nord, huile, vin et fruits produits majoritairement en zone sud). La production baisse et le chômage s'installe, les prix à la consommation flambent. Les saisies, les réquisitions et les prélèvements opérés par l'occupant aggravent cette situation.

L'occupant allemand affirme à de nombreuses reprises sa volonté de faire de la France déchuë une réserve de matières premières, avant tout agricoles, à son usage exclusif. De plus, le taux de change d'un Reichsmark contre vingt francs favorise les achats par l'Allemagne et la baisse des stocks des magasins. Très vite apparaissent les premières pénuries ponctuelles ou définitives. [Voir encadré : « Le ravitaillement »]

À partir de l'été 1940, dans le monde rural comme à la ville, certains refusent le sort fait à la France. Ils s'opposent et agissent spontanément. En plus de la suppression des libertés individuelles et de l'instauration d'un régime autoritaire, ces conditions de vie et de travail, sans cesse aggravées, sont parmi les motifs qui expliquent en priorité l'entrée en Résistance. ●

Premiers actes isolés, premières actions concertées de résistance

Dans toutes les régions occupées se multiplient immédiatement des signes d'hostilité envers l'armée allemande : cris et gestes d'insultes au passage des troupes ou mutisme face à leurs sollicitations, attitudes de mépris lors de l'exécution de l'hymne allemand, lacération d'affiches ou inscription de graffiti sur les murs. Certains ramassent et cachent des armes abandonnées par l'armée française durant l'exode et, malgré les injonctions des autorités, on refuse majoritairement de remettre à la gendarmerie les armes de chasse familiales, malgré les risques d'arrestation et de déportation encourus.

De multiples signes de refus :

Des hommes et des femmes engagent aussi, spontanément, des actions de franc-tireur contre l'armée d'occupation

à l'image de ces civils du Nord qui attaquaient arrières et flancs des troupes prussiennes durant la guerre de 1870 : sabotage de panneaux indicateurs ou de lignes téléphoniques, tir au fusil contre des patrouilles et des éléments isolés.

La répression de tous ces actes est immédiate et brutale : imposition d'amendes aux populations, prises d'otages ou exécutions capitales. À titre d'exemple l'ouvrier agricole Étienne Achavanne est condamné à mort le 28 juin et fusillé le 6 juillet 1940 à Rouen pour avoir coupé les lignes de communication reliant la *Feldkommandantur* de Rouen au terrain d'aviation de Boos (Seine-Maritime). Ce sabotage avait rendu l'aéroport vulnérable ce dont avait profité l'aviation anglaise pour le bombardier. Au final, l'acte isolé, sans moyen, d'Étienne Achavanne s'était soldé pour l'ennemi par la perte de

18 avions et de 28 hommes. Pour des motifs similaires, Blanche Joséphine Paugan est condamnée à mort le 17 septembre 1940 à Arras. Sa peine est commuée en détention. Déportée en Allemagne par la suite, elle meurt au camp de concentration de Bergen - Belsen en avril 1945.

D'autres expressions d'un sentiment patriotique se font jour face à l'occupant et à l'État français. Dans les mairies, les bustes de Marianne, symbole de la République, ne sont pas détruits mais cachés précieusement. Avec la complicité des populations, sont soustraits du pillage ou de la destruction des monuments et des sculptures des lieux publics, les collections des musées. Les peintures du Louvre sont ainsi sauvegardées dans des châteaux de la Loire puis du Lot sous la garde des paysans du Causse.

Affiche bilingue des autorités allemandes annonçant la condamnation de Blanche Paugan pour acte de sabotage.



Centre historique des Archives nationales

Enfin, face aux réquisitions et aux exactions dans de nombreuses régions, des paysans se rassemblent sur les marchés ou les foires et manifestent leur colère comme 500 éleveurs à Chambéry (Savoie) le 30 octobre 1940. Ce dernier type d'action montre que dans les espaces ruraux comme dans les villes, une résistance encore balbutiante tend à se mettre en place.

Dans le même temps, des groupes s'organisent et agissent en zone rurale en

premier lieu dans les régions annexées et occupées.

Les premiers actes visent à soutenir l'effort du Royaume-Uni seul encore en guerre et la France Libre, dirigée par le général de Gaulle. Ainsi naissent des réseaux* de renseignement, d'abord dans

les zones côtières, tels Alliance au Pays basque, George France 31 en Bretagne ou l'embryon de la Confrérie Notre-Dame dans les environs de Bordeaux, ou encore des filières inter-zones et internationales d'évasion pour les prisonniers de guerre ou les pourchassés comme celle de Sœur Eustache, supérieure de l'hôpital des Forges-de-Jœuf (Meurthe-et-Moselle). Plus exceptionnellement, dès juin 1940, de l'île de Sein (Finistère) la quasi-totalité de la population masculine (plus de 130 personnes) gagne l'Angleterre pour rallier le général de Gaulle.

D'autres créent des organisations clandestines de Résistance, souvent en liaison avec des éléments ou des groupes agissant dans les villes voisines. Dès l'Armistice*, dans le Cher, avec des habitants de Vierzon et de la région, Berty Albrecht, cofondatrice du mouvement* Combat, met en place des filières de franchissement de la ligne de démarcation* pour les prisonniers évadés et les premiers résistants. En pays nantais, autour de Marcel Paul, naissent et agissent certains des premiers groupes communistes de l'Organisation spéciale. Ces actions en milieu rural sont soutenues et popularisées par la reparation du journal *La Terre* en mai 1941. Des ruraux et des citadins du Nord, de Bretagne et



Louis de la Bardonnie



Pierre Beaussoleil



Gilbert Renault, alias Rémy

Aux origines du réseau CND (Confrérie Notre-Dame)

Le 18 juin 1940 Gilbert Renault prend la décision de rejoindre l'Angleterre avec son frère pour continuer la guerre. Il débarque à Falmouth le 22 juin et s'engage dans les Forces Françaises Libres. Le 2^e Bureau le charge d'une mission de renseignement en France. Il reçoit un premier pseudonyme : *Raymond* (il sera plus connu sous son dernier pseudo de *Rémy*).

Novembre 1940. L'abbé de Dartain, engagé lui aussi dans les FFL* a donné à *Raymond* l'adresse d'un contact dans un petit village du Périgord. Il s'agit de Louis de la Bardonnie, propriétaire du domaine agricole du Château La Roque à S^t Antoine de Breuilh. Il s'y rend en novembre 1940 pour passer de la zone contrôlée par Vichy à la zone occupée.

Quelques jours après leur première rencontre, Louis de la Bardonnie explique à *Raymond* comment il a organisé son passage⁽¹⁾ :

« Tout est prêt, ... j'ai vu le docteur⁽²⁾, on nous attend ce soir chez lui pour dîner. Voici le plan : nous partons d'ici à vélo avec le drôle⁽³⁾. Nous nous arrêtons à la Mothe-Montravel chez Pierrot Beaussoleil. C'est juste à côté de la ligne, du côté français. Après, il y a environ cinq cents mètres de route, et c'est le poste allemand. Je vous laisse chez Pierrot avec le drôle.

Moi je continue à vélo et je passe le contrôle boche avec mon permis frontalier. Pierrot et le drôle vous conduisent par une grande prairie qui longe la route en contrebas sur la gauche. Elle est visible du poste mais ce soir, avec la pluie, et sans lune, ça ira bien. Vous arriverez à la Lidoire ; c'est un ruisseau qui va se jeter dans la Dordogne. Il n'y a pas encore eu beaucoup de pluies, donc il vous suffira de vous déchausser et de retrousser votre pantalon jusqu'aux genoux. Ce ruisseau marque la ligne frontière entre la zone occupée et la zone libre. De l'autre côté, tout de suite en face de vous, il y a une petite prairie, puis une ferme qui est juste en bas de la route. Il n'y a pas à vous tromper. D'ailleurs je serai à vous attendre de l'autre côté de la Lidoire. Nous retrouverons l'auto du docteur un peu plus loin. »

Par la suite deux fermes de ce secteur ont servi de lieux de passage à *Raymond* et à ses agents pour circuler entre les deux zones (Pierre Brossolette et sa famille furent de ceux-là). Il s'agit des fermes de Jean Rambaud (dont il est question ici) et d'Édouard Etourneauud.

(1) Rémy, Mémoires d'un agent secret de la France Libre juin 1940-juin 1941, Éd. Aux Trois Couleurs, Paris, 1945, pp 99 et 100.

(2) Le docteur Gaston Pailloux est médecin de campagne à Puisseguin (Gironde).

(3) Expression familière dans le Sud-Ouest pour un jeune garçon.



Service historique de la Défense - DR

Ralliement de marins de l'île de Sein

du Cher fournissent les points d'appuis des activités de renseignement et d'évasion du réseau de résistance parisien du Musée de l'Homme.

Ce qui n'est encore qu'actes isolés et embryons d'organisation, dans le tissu social particulier que forme ce monde fait de petites communautés aux valeurs parfois contradictoires de repli sur soi mais aussi d'accueil et de solidarité, devient peu à peu l'incarnation de l'esprit de Résistance dans l'espace rural. ●

Le ravitaillement

Alors que le mythe de la riche terre de France nourrissant sans compter ses enfants était solidement ancré dans l'esprit des Français de l'époque, à partir de l'été 1940, la pénurie alimentaire s'installe durablement en France et ce, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la France était largement tributaire au niveau alimentaire et énergétique des pays étrangers et de ses colonies.

Le blocus instauré, en juillet 1940, par les Britanniques, afin d'éviter que les importations n'alimentent la machine de guerre nazie, prive progressivement la France d'une part importante de son approvisionnement, surtout après le débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942.

De plus, les faibles quantités de denrées coloniales parvenant en France étaient largement ponctionnées par les Allemands qui déjà prélevaient une part importante de viande et de céréales sur la production métropolitaine afin d'assurer la subsistance des troupes d'occupation, si bien que l'argent versé par le gouvernement de Vichy pour payer les frais d'occupation s'accumulait sur les comptes des autorités allemandes.

Alors que dès septembre 1940 débutait le camouflage des stocks de produits alimentaires et industriels, les Allemands eurent l'idée d'utiliser ces sommes d'argent en ouvrant des bureaux d'achat dont l'objectif était de drainer les richesses que la France pouvait encore cacher en proposant aux détenteurs de ces stocks des prix supérieurs à la taxe officielle. Ces prélèvements dissimulés achevèrent le pillage économique de la France.

À cela, il faut ajouter la baisse de la production agricole consécutive au manque de main-d'œuvre (80 000 paysans furent tués lors de la campagne de France, 700 000 autres furent faits prisonniers) mais aussi au manque d'engrais, de machines neuves, d'essence et de semences sélectionnées. Il n'est donc pas étonnant que de 1940 à 1944, les surfaces cultivées diminuent de 16 % pour le blé et de 29 % pour l'avoine et l'orge.

Enfin, l'instauration de la ligne de démarcation multiplia les difficultés d'échanges commerciaux entre la France du nord et la France du sud traditionnellement complémentaires.

Les effets de la pénurie se firent sentir dès octobre 1940 touchant des denrées tels que le sucre et les matières grasses.

Néanmoins cette pénurie alimentaire atteignit différemment le territoire français et ce durant toute la durée de l'occupation.

Si l'approvisionnement des urbains s'avérait difficile, par contre les habitants des campa-

gnes bénéficiaient de conditions de ravitaillement nettement meilleures pratiquant traditionnellement l'autoconsommation, reposant sur l'élevage de volailles et la culture d'un potager.

Face à cette pénurie, rapidement, une économie dirigiste va se mettre en place.

Les Français comptent avec une nouvelle administration: le Ravitaillement général qui, progressivement, réglemente leur approvisionnement alimentaire et a pour tâche de répartir de façon équitable entre tous les Français les effets de la pénurie.

Les exploitants agricoles sont au cœur de ce nouveau dispositif. En effet, après estimation de leurs ressources agricoles faite au moyen de déclarations de production, les services du Ravitaillement général exigeaient d'eux des livraisons de produits agricoles.

Rapidement de nombreux aliments (le pain, la farine, les matières grasses, le sucre, les produits laitiers, les pommes de terre, la viande...) ne peuvent plus être achetés librement. Chaque consommateur se voit attribuer désormais une ration pour chaque denrée en fonction de son âge et de sa profession, ration qui lui sera délivrée en échange de tickets de ravitaillement. Ces rations diminuèrent d'année en année. *« Dès le début du rationnement, en septembre 1940, il ne fut attribué que 1 800 calories par personne et par jour. Progressivement, la ration allouée diminua à 1 700 calories en 1942, puis 1 500 pour tomber à 1 220 et 900 calories par jour pour les adultes et à 1 380 et 1 300 pour les travailleurs de force, les vieillards n'avaient que 850 calories par jour »⁽¹⁾*

Les besoins normaux d'un adulte étaient estimés à 2 400 calories par jour. De plus, ce qui aggravait la situation, c'était la qualité des

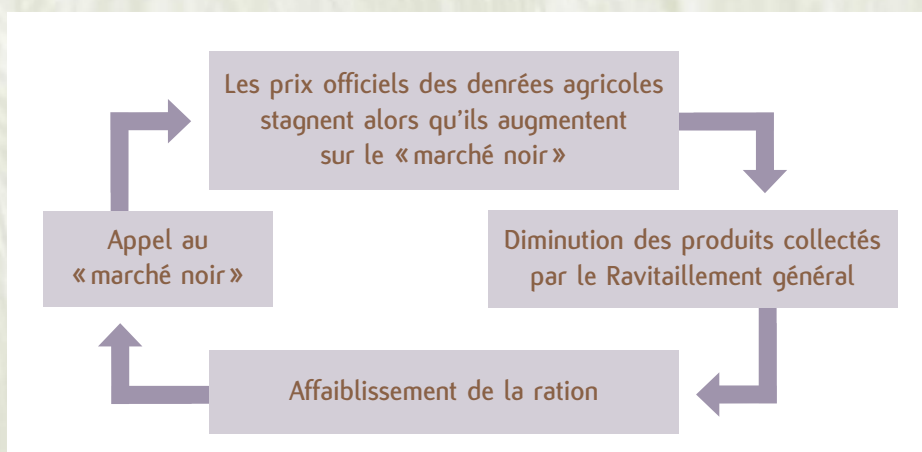


Ticket de rationnement.

ractions distribuées: le pain, aliment symbole du Français de 1940 était d'une qualité de plus en plus médiocre.

Les services officiels du ravitaillement ne procurant pas les denrées nécessaires à la subsistance, beaucoup de Français eurent recours à d'autres sources d'approvisionnement: les produits vendus librement (légumes et fruits), la production de leur jardin, les colis familiaux (système instauré officiellement à partir d'août 1941). Enfin, les consommateurs qui en avaient les moyens pouvaient recourir au « marché noir ».

Plus les rations étaient faibles, plus l'appel au « marché noir » devenait important. La hausse des prix qui en résultait encourageait le développement de ce marché aux dépens du rationnement officiel. Il y avait là un processus d'autodestruction du système que l'on peut schématiser comme dans la figure ci-dessous. Il faut distinguer deux grandes catégories de marché noir. Il n'y a aucune commune mesure entre les trafiquants organisés en réseaux, qui



Émission « Les Français parlent aux Français », Georges Boris, 30 septembre 1941, 20 heures 30 à 21 heures

[...] « Afin de suppléer ce qui lui manque, chacun doit s'efforcer de trouver, comme il le peut, des produits non rationnés. Mais les arrivages sur les marchés sont insuffisants, d'autant que les Allemands commencent par se servir au passage. Les magasins sont mal approvisionnés et d'ailleurs les Allemands se chargent de les vider. Faut-il donc recourir au marché noir, dont les grands trafiquants et profiteurs sont des Allemands qu'on ne poursuit ni ne punit jamais ? Seuls, les riches peuvent s'offrir le luxe du marché noir. Déjà aux prix officiels et tarifés, sur les marchés ou dans les magasins, il en coûterait de 30 à 40 francs par jour pour acheter, si on pouvait les trouver, les produits nécessaires pour assurer ce minimum vital de 2400 calories quotidiennes. Combien de Français disposent de 30 à 40 francs par jour et par tête, pour se nourrir seulement ? L'immense majorité ne les a pas. L'immense majorité des Français n'a pas assez d'argent pour manger. L'immense majorité des Français est condamnée à la faim.

[...] Depuis quinze mois, les prédications de la pénitence, la dénonciation des prétendues fautes et erreurs françaises par le Maréchal servent à couvrir les crimes des Allemands, ces crimes dont le Maréchal n'a jamais dit un mot, préférant louer le vainqueur de sa courtoisie, tout comme Darlan vantait sa générosité. Depuis quinze mois, le masochisme de Vichy sert à justifier le sadisme allemand.

[...] Mais, si dans votre sérénité, avec vos poids et vos balances, vous arrivez enfin au bout de quinze mois à la conclusion que l'équilibre de la faute et de la punition est réalisé, voire dépassé, alors qu'attendez-vous pour crier "Arrête" au pillard, au bourreau, que vous avez trop longtemps encouragé de la voix, rien qu'en accusant ses victimes. [...] Ils continuent de répéter la vieille leçon dont le Maréchal a fourni le thème : les Français se sont amollis dans le luxe et l'oisiveté. Les privations leur font du bien. À Radio-Paris, la semaine dernière, dans une émission outrageusement intitulée "Sachez vous nourrir", un des misérables employés de Goebbels osait dire : "Le manque de sucre, de viande, de café, de tabac et d'autres produits ne fait pas de mal. Il est même, à certains égards, très utile. C'est une vérité biologique que l'absence de ces produits est un bienfait pour les enfants." Je n'invente rien. Ainsi parlait un de ces traîtres, auquel on a délivré sans doute pour le payer une carte d'alimentation supplémentaire, la carte d'un mort, puisqu'on "fait manger les morts", pour donner double ration aux collaborateurs.

Français, c'est ainsi qu'à Paris, on justifie d'avance la continuation des exactions et du pillage allemand. Ne comptez pas sur Vichy pour vous défendre. Le Vichy qui vous a toujours livrés vous livrera encore. »

Extrait de Les Voix de la Liberté. Ici Londres 1940 - 1944, La Documentation française, 1975, volume 1, pp 309-310.

Les catégories de consommateurs

Toutes les catégories comprenaient indifféremment les consommateurs des deux sexes :

- **catégorie E** : enfants âgés de moins de trois ans
- **catégorie J1** : enfants âgés de 3 à 6 ans
- **catégorie J2** : enfants âgés de 6 à 13 ans (cette catégorie comprenait les enfants de 6 à 12 ans avant le 15 juin 1941)
- **catégorie J3** : consommateurs âgés de 13 à 21 ans (cette catégorie fut créée le 15 juin 1941, avant cette date cette classe d'âge était classée avec les consommateurs de la catégorie A, C ou T)
- **catégorie A** : consommateurs de 21 à 70 ans ne se livrant pas à des travaux donnant droit au classement en catégorie T ou C (cette catégorie comprenait des consommateurs de 12 à 70 ans avant le 15 juin 1941)
- **catégorie T** : consommateurs de 21 à 70 ans se livrant à un travail pénible nécessitant une grande dépense de force musculaire (cette catégorie comprenait les consommateurs de 12 à 70 ans avant le 15 juin 1941)
- **catégorie C** : consommateurs à partir de 21 ans et sans limite d'âge se livrant personnellement et professionnellement aux travaux agricoles (cette catégorie était ouverte aux consommateurs remplissant ces conditions dès l'âge de 12 ans avant le 15 juin 1941)
- **catégorie V** : consommateurs de plus de 70 ans dont les occupations ne pouvaient autoriser le classement dans la catégorie C.

n'avaient d'autre objectif que de faire fortune en profitant de la détresse de leurs contemporains et en pratiquant des prix exorbitants et ceux qui se débrouillaient pour avoir le minimum vital, se contentant de vendre aux amis ou aux clients d'avant-guerre à un prix certes plus élevé que le prix de la taxe, mais à un prix raisonnable encore et sans but lucratif.

Dans son livre autobiographique, *Grenadou paysan beauceron*, Ephraïm Grenadou nous livre un témoignage fort éclairant sur la motivation de certains agriculteurs à pratiquer le marché noir : « Chaque semaine, trois bonshommes menaient chacun deux chevaux et une voiture de deux ou trois tonnes de carottes qu'on livrait au syndicat agricole de Chartres. J'étais le seul à en avoir fait et elles se vendaient comme des petits pains. On traversait Chartres et les gens couraient après nous avec des sacs. J'ai gagné de l'argent au poil. De temps en temps, je cachais un veau sous les carottes. C'est là que le marché noir a commencé. À Saint Loup, le marché noir n'était ni le double, ni le triple comme à Paris.

On essayait de livrer le moins possible aux Allemands. Des haricots que les Allemands réquisitionnaient à quarante francs, on les vendait cinquante francs à des Parisiens qui venaient par le train ».

En effet, pour beaucoup de paysans, les impositions étant liées à la défaite de 1940 et à l'Occupation, tout ce qui touche à l'organisation du ravitaillement devient impopulaire en raison du caractère antinational qu'on lui prête. De plus, une politique de taxation des productions agricoles trop faible n'incite pas les paysans à livrer tous les quotas qui leur étaient demandés par l'administration du Ravitaillement général.

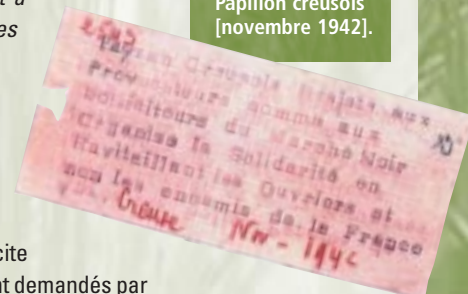
Tout cela encourage les producteurs à réduire leurs livraisons au Ravitaillement général et à écouler une partie de leur production sur le marché parallèle ou bien, à le troquer par le biais des colis familiaux. Du reste, ils y étaient incités par la Résistance qui diffusait des mots d'ordre tels que « Paysans ne livrez pas vos produits aux boches »⁽²⁾ ou bien « Paysans tout pour le Français »⁽³⁾. En effet, la Résistance voit rapidement l'intérêt d'obtenir la sympathie des paysans qui pouvaient faciliter la cache et le ravitaillement des résistants recherchés mais aussi des maquis et des aviateurs alliés.

(1) Chiffres extraits de l'ouvrage de Michel Cépède, Agriculture et alimentation en France durant la Seconde Guerre mondiale, Génin, 1961, p. 151

(2) Tract du Front National d'Eure-et-Loir trouvé à Theuville le 30 novembre 1942.

(3) Tract du Front National d'Eure-et-Loir trouvé à Dreux le 15 mars 1944.

Papillon creusois
[novembre 1942].



LA RÉSISTANCE

EN ACTION DANS LE MONDE RURAL

Aider les Alliés et la France Libre

Le passage à l'action résistante dans le monde rural s'exprime en premier lieu par les multiples formes plus ou moins improvisées décrites dans la partie précédente. Ensuite, en fonction des opportunités, des disponibilités et des capacités à prendre et à accepter les risques de l'engagement, des groupes se mettent en place et se structurent. L'impulsion peut être donnée au sein du monde rural, mais elle provient plus généralement d'ailleurs, du monde urbain où la Résistance intérieure se développe plus précocement et plus rapidement ou bien de l'étranger, qu'il s'agisse des Britanniques ou des Français Libres. Dans tous les cas, la Résistance rurale s'organise.

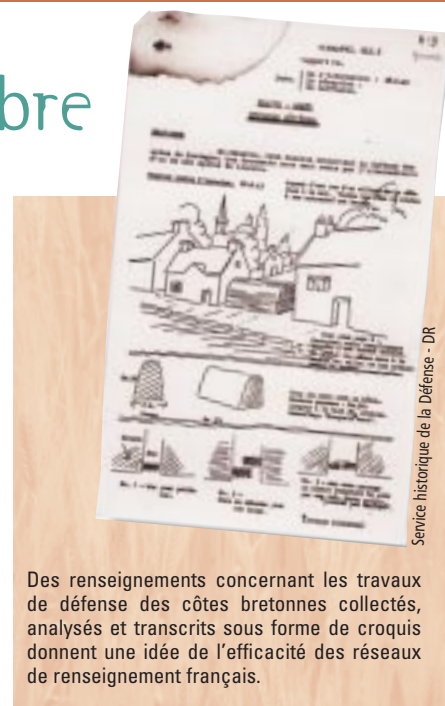
Dès les premiers mois suivant la défaite et l'occupation de la moitié nord de la France, la nécessité d'avoir des informations sur place est une préoccupation majeure des Britanniques et des Français Libres. Le Royaume-Uni a impérativement besoin de renseignements sur l'implantation en France des troupes de la *Wehrmacht* (armée de terre allemande), et plus particulièrement de la *Luftwaffe* (armée de l'air allemande) qui lance ses escadrilles à l'assaut des sites militaires, des convois dans l'Atlantique, puis des villes britanniques. La France Libre est également à la recherche d'informations, ne serait-ce que pour montrer au Royaume-Uni, dont elle dépend presque totalement sur le plan matériel, qu'elle peut contribuer à l'effort de guerre.

Or, les communications entre la France et le Royaume-Uni sont presque totalement interrompues. La priorité est donc de renouer des liens : des agents sont envoyés dès la fin de l'année 1940 par les services britanniques, *IS** (*Intelligence Service*) ou *SOE** (*Special Operation Executive*) puis par ceux de la

France Libre : 2^e Bureau puis BCRA* (Bureau Central de Renseignement et d'Action) quand les premiers procurent aux seconds les moyens de transports nécessaires. Les résultats obtenus sont tout d'abord maigres, mais précieux parce que rares.

Durant cette période délicate, le monde rural français est considéré de manière contrastée. D'une part, il est vu au travers de l'image qu'en renvoie le régime de Vichy : un milieu rallié à la personne de Pétain et à la « Révolution nationale ». La méfiance est de mise : on évoque sur les ondes britanniques le pillage des ressources agricoles de la France, mais aucun appel n'est lancé spécifiquement en direction des paysans. Leur apport à la lutte qui s'engage reste problématique : comment leur demander de détruire les récoltes destinées à l'ennemi alors que l'on dénonce la pénurie alimentaire ? Comment leur demander de participer au sabotage de l'effort de guerre allemand dans lequel ils ne sont pas directement impliqués ? D'autre part, le monde rural ne peut être ignoré car le contact avec le sol français s'effectue par la force des choses dans des secteurs de campagne, où l'on espère pouvoir assurer une certaine discrétion à l'opération. Les premiers débarquements d'agents britanniques ou de la France Libre ont lieu par vedette militaire le plus loin possible des localités ou, à l'inverse, par bateau banalisé, dans un port si possible pas trop fréquenté, avec la complicité de pêcheurs locaux ; les premiers parachutages ciblent les zones les moins peuplées des campagnes, dans la mesure où les conditions de vol et la fiabilité du matériel permettent d'atteindre l'endroit prévu.

À partir de la fin 1941, l'utilisation du *Lysander*, avion capable de se poser et de décoller sur un terrain à peu près plat de quelques centaines de mètres est un progrès mais encore faut-il que la lune soit



Des renseignements concernant les travaux de défense des côtes bretonnes collectés, analysés et transcrits sous forme de croquis donnent une idée de l'efficacité des réseaux de renseignement français.

pleine et visible, que le balisage au sol soit repéré par le pilote et que l'ennemi ne se manifeste pas : au second semestre 1942, seule une opération sur 19 du BCRA* est un succès.

Les premiers réseaux* qui se constituent prennent le plus souvent appui sur des habitants des villes petites, moyennes ou grandes, mais il apparaît rapidement que les ruraux peuvent être utiles sinon indispensables. Toutes les installations militaires ou économiques qui intéressent les Britanniques et les Français Libres ne se trouvent pas uniquement en ville. La plupart des aérodromes ou des relais de transmission et nombre d'usines ou de nœuds de communication sont situés dans les campagnes. Les fortifications allemandes sont présentes sur le littoral, et pas seulement dans les zones portuaires. Certains ruraux deviennent pour les réseaux* en plein essor des informateurs attentifs et des hôtes bienveillants quand il s'agit de cacher le radio et son poste, de trouver un gîte – ne serait-ce qu'une mauvaise grange – lors d'une mission de renseignement ou de sabotage. Les militaires français ou alliés qui sautent en parachute au-dessus de la France, soit dans

le cadre d'une mission, soit à la suite d'une avarie de leur avion, savent aussi qu'ils peuvent compter sur les filières d'évasion qui se mettent en place, en cas de coup dur. D'ailleurs, les aviateurs britanniques ont pour consigne de prendre contact avec la première ferme qu'ils

trouvent en arrivant sur le sol français : ils devraient normalement y être bien accueillis, ce que les faits confirment. Une telle bienveillance de la part du monde rural à l'égard des Alliés et de la France Libre se retrouve également lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre une

des composantes essentielles des communautés rurales de l'époque : l'esprit de solidarité envers les exclus du nouveau régime, mais aussi à l'égard de celles et ceux qui s'engagent de plus en plus ouvertement dans la Résistance dans les campagnes. ●

Aider les pourchassés

Les conséquences de l'Armistice* imposent la mise en place de frontières intérieures étroitement surveillées (les « lignes » entre les différentes zones, voir carte p. 8), ainsi que le renforcement du contrôle des frontières extérieures, surtout avec la Suisse et l'Espagne.

Passer les frontières

Les premières actions de Résistance, souvent individuelles et peu organisées, consistent à faire franchir ces frontières de manière clandestine. Malgré la présence de patrouilles françaises ou allemandes, la surveillance des espaces de campagne ou de montagne reste imparfaite et les possibilités de passage nombreuses. Parmi les premiers passeurs se trouvent des paysans ou des bergers qui connaissent mieux que quiconque les chemins détournés qu'ils utilisent régulièrement pour leurs activités agricoles ou pastorales ; des bûcherons, des charbonniers ou des gardes forestiers qui peuvent profiter du couvert qu'offrent les secteurs boisés sans risquer de se perdre. L'expérience acquise lors de la chasse, très populaire dans le monde des campagnes (avant-guerre, il y avait plus de deux millions de permis de chasse délivrés en France, mais beaucoup chassaient sans permis), associée aux pratiques du braconnage

Carte des évasions par les Pyrénées.

La frontière entre la France et l'Espagne a été un espace de passages transfrontaliers très utilisé durant la Seconde Guerre mondiale. L'aide des ruraux y fut importante d'autant plus que de tels passages clandestins avaient déjà eu lieu quelques années auparavant lors de la Guerre d'Espagne.

Document M^{me} Eycheine/HTP



qui, bien qu'illégal, a toujours été important dans l'espace rural, aide considérablement les candidats au passage. Parmi ces derniers figurent des prisonniers de guerre français, anglais et belges évadés se dirigeant vers la zone sud, des réfugiés de l'exode et des soldats français démobilisés voulant regagner leurs foyers dans la zone nord ou dans les zones interdites.

L'augmentation de la demande et le resserrement de la surveillance à partir de 1941 entraînent la mise en place de véritables organisations dont les passeurs ne sont plus qu'un des éléments. Des filières d'évasion sont constituées pour acheminer des aviateurs alliés, des résistants ou des Juifs pourchassés et leur faire passer la frontière. À chaque étape, il faut trouver un hébergement et le moyen d'acheminer la ou les personnes prises en charge – parfois plusieurs dizaines – jusqu'à l'étape suivante. Toutes les bonnes volontés sont les

bienvenues malgré les risques que fait courir la multiplication des complicités. Le réseau* Comète parvient ainsi à faire passer de Belgique en Espagne près de 300 militaires alliés, presque uniquement des aviateurs qui franchissent la frontière franco-belge, la ligne de la zone interdite, la ligne de démarcation* (qui demeure en place après l'occupation de la zone sud en novembre 1942), enfin la frontière franco-espagnole au travers des Pyrénées (une zone interdite le long de la frontière est rajoutée en 1943). Près de 2 000 volontaires participent à cette traversée du territoire français ; 800 sont arrêtés et 150 y perdent la vie.

Le passage au travers des Pyrénées a été ainsi emprunté par environ 25 000 évadés de juin 1940 à juin 1944. Les réseaux* s'appuient sur la tradition de la contrebande transfrontalière et sur les relations anciennes entre les deux versants du massif pyrénéen. Ils utilisent les services de passeurs bénévoles, mais aussi de professionnels qui se font payer, mais pour presque tous le risque encouru est immense : 2 000 évadés sont arrêtés et déportés en 1943 et 1944, 160 passeurs meurent fusillés ou en déportation.

Procurer un refuge

Très rapidement, le monde rural est considéré comme un espace où les pourchassés peuvent se cacher, se soustraire durablement au regard des autorités ou des forces de répression françaises et allemandes. Ceux dont la sécurité est menacée s'éloignent souvent

Portrait

Un passeur exceptionnel

Fernand Valnet qui était marchand de fourrage dans le Doubs, opérait pour le compte des services spéciaux de la Défense nationale et de l'ORA*, non seulement dans son département mais en Saône-et-Loire, dans le Jura, à Belfort, etc. On a évalué à 10 000 personnes environ ceux qu'il a fait passer d'une zone à l'autre, à plus de 1 000 le nombre des prisonniers ramenés de zone interdite en zone « libre » et à 60 000 lettres le courrier acheminé. Arrêté une première fois en juin 1941, traduit devant un tribunal allemand, il a été condamné à trois ans de travaux forcés. Évadé, passé en zone sud, il avait repris ses activités, jusqu'au jour où une dénonciation avait permis aux Allemands de l'arrêter et de l'envoyer dans un camp de concentration d'où il ne devait pas revenir.

D'après Henri Noguères, *La vie quotidienne des résistants de l'armistice à la Libération*, Hachette, 1984, p. 144.

des villes jugées trop surveillées et préfèrent « disparaître dans la nature » ou « se mettre au vert ». La géographie explique souvent l'existence d'espaces protecteurs, à l'écart des agglomérations, aux voies d'accès facile à contrôler. Cependant, les conditions naturelles n'assurent pas à elles seules le refuge. Les conditions humaines sont tout aussi déterminantes. Sans l'implication et la complicité de la population, il n'est pas d'abri sûr. En effet, le monde rural n'est pas un monde vide : presque tout le territoire français est habité du fait de la multitude des hameaux et des fermes autour des bourgs ou est parcouru plus ou moins régulièrement au gré des activités forestières, agricoles et pastorales. Pourtant, le choix des campagnes n'est pas absurde. Certes, tout se sait dans un village, mais si on est connu des villageois, ou simplement accepté par eux, on peut espérer bénéficier d'une certaine complicité bienveillante. Il ne faut pas oublier que beaucoup d'habitants des villes sont des citadins récents et ont encore de la famille à la campagne. Les solidarités familiales peuvent jouer à fond et garantir une prise en charge efficace et salvatrice. Souvent, le simple état de fait prévaut : être logé et nourri par un membre de la communauté villageoise suffit à faire taire toute interrogation sur l'origine du ou des individus accueillis,

même si personne n'est dupe. Parler serait trahir et manquer au devoir de solidarité entre les habitants du village. Évidemment, les cas de dénonciations existent. Mais nombreux sont les exemples de complicités silencieuses. L'absence de réaction concerne souvent également les autorités (notamment les maires et les gendarmes), les responsables de l'État français, qui n'osent pas aller à l'encontre de la masse de leurs concitoyens et manifestent peu d'empressement à appliquer les directives officielles.

Les pourchassés peuvent aussi compter sur les solidarités professionnelles, politiques ou spirituelles : les instituteurs en recherche de contacts s'adressent en priorité à leurs collègues qui ont fait partie de la même promotion à l'école normale ou de la même organisation syndicale supprimée par l'État français, spécialement s'ils ont aussi la fonction de secrétaire de mairie, poste très intéressant quand on veut obtenir de faux papiers d'identité ; les militants communistes des villes savent qu'ils peuvent compter sur leurs camarades des campagnes, lorsqu'ils ont accès aux organes de fonctionnement du parti clandestin ; les protestants des Monts du Vivarais ou des Cévennes, qui conservent le souvenir des persécutions subies sous l'Ancien Régime, se montrent particulièrement attentifs au sort des

Juifs, notamment au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire) et dans les communes voisines.

Les réseaux* et les mouvements* qui se structurent et se développent ne manquent pas de s'appuyer, chaque fois que cela est possible, sur ces individus isolés ou sur ces collectifs actifs, en les intégrant si nécessaire dans leur propre organisation. En effet, avec l'accroissement de la répression anti-résistante et de la persécution antisémite en 1941-1942, les besoins augmentent : il faut aider matériellement les résistants arrêtés et leur famille, notamment en leur procurant de la nourriture, il faut déplacer et cacher de plus en plus d'hommes, de femmes et d'enfants, en les éloignant des lieux dangereux et en leur donnant une nouvelle identité. Les mouvements* de Résistance tels Combat, Libération-Nord, Franc-Tireur, Défense de la France ou le Front National* ainsi que les organisations de solidarité* (Amitié chrétienne, Assistance française, Secours populaire clandestin, OSE, CIMADE, etc.), qui se constituent d'abord dans les villes, étendent leurs ramifications dans les campagnes où ils peuvent trouver les relais indispensables à leurs actions. Face au durcissement de la répression allemande, les résistants ont de plus en plus besoin de soutien dans la population des campagnes. ●

Les réalités de la Résistance rurale

Étudier la structure et le développement de la Résistance en milieu rural, c'est se heurter à d'importantes lacunes historiographiques. En effet, jusqu'à présent, les études sur la Résistance intérieure se sont largement concentrées sur les mouvements* fondateurs du CNR* (Conseil national de la Résistance), tous nés en ville, et se sont surtout intéressés aux terroirs pour étudier le développement des maquis à partir de 1943. Ce déséquilibre est renforcé par le fait que les ruraux ont peu témoigné et moins souvent fait valoir leurs droits de résistants que les citadins. De ces facteurs découle l'impression que la Résistance est d'abord née en ville et n'a émergé que plus tardivement à la campagne. Cette vision, qui alimente les préjugés anciens sur l'individualisme et le conservatisme des paysans, doit être nuancée.

La Résistance des campagnes, comme celle des villes, est restée minoritaire durant les premières années d'occupation. Elle ne s'amplifie vraiment qu'avec les événements qui s'enchaînent de l'été 1942 à l'hiver suivant. Si l'invasion du sud de la France ne fait que renforcer l'hostilité envers l'envahisseur, les rafles de Juifs et la réquisition des travailleurs français, mises en œuvre par Vichy pour le compte de l'Allemagne, touchent le monde rural, jusqu'alors majoritairement fidèle à Pétain. De fait, les préfets notent, à partir du second semestre 1942, une désaffection croissante des campagnes à l'égard de l'État français. L'extension du STO*, aux travailleurs agricoles en mai 1943 aggrave le mécontentement, d'autant que l'absence de 700 000 paysans, prisonniers depuis 1940, engendre une pénurie de main-d'œuvre aigüe.

Ce basculement de l'opinion, d'intensité variable selon les terroirs, se traduit d'abord par une vive augmentation de l'aide aux persécutés. Ainsi, dès 1942, des milliers de familles paysannes cachent spontanément des Juifs, des résistants ou des travailleurs menacés.

Cependant, la radicalisation de l'occupation place la Résistance devant des urgences nouvelles qui rendent indispensable l'organisation d'une résistance rurale massive. La place accordée aux campagnes à *Radio-Londres* et dans la presse clandestine intérieure reflète ces préoccupations. Modeste jusqu'en 1942, elle augmente constamment ensuite. Des dizaines de nouveaux journaux aux titres révélateurs apparaissent : *Le Semeur*, *Jacques Bonhomme*, éditions locales de *La Terre*, etc. Au total, des centaines de milliers de publications clandestines atteignent le monde rural en 1943-1944, visant toutes les catégories sociales ;

Extraits des « Feuilletts d'Hypnos » Céreste, 29 juin 1943

« Le boulanger n'avait pas encore dégrafé les rideaux de fer de sa boutique que déjà le village était assiégé, bâillonné, hypnotisé, mis dans l'impossibilité de bouger. Deux compagnies de S.S.* et un détachement de miliciens* le tenaient sous la gueule de leurs mitrailleuses et de leurs mortiers. Alors commença l'épreuve. Les habitants furent jetés hors des maisons et sommés de se rassembler sur la place centrale. Les clés sur les portes. Un vieux, dur d'oreille, qui ne tenait pas compte assez vite de l'ordre, vit les quatre murs et le toit de sa grange voler en morceaux sous l'effet d'une bombe. Depuis quatre heures j'étais éveillé. Marcelle était venue à mon volet me chuchoter l'alerte. J'avais reconnu immédiatement l'inutilité d'essayer de franchir le cordon de surveillance et de gagner la campagne. Je changeai rapidement de logis. La maison inhabitée où je me réfugiai autorisait, à toute extrémité, une résistance armée efficace. Je pouvais suivre de la fenêtre, derrière les rideaux jaunis, les allées et venues nerveuses des occupants. Pas un des miens n'était présent au village. Cette pensée me rassura. À quelques kilomètres de là, ils suivraient mes consignes et resteraient tapis. Des coups me parvenaient, ponctués d'injures. Les S.S.* avaient surpris un jeune maçon qui revenait de relever des collets. Sa frayeur le désigna à leurs tortures. Une voix se penchait hurlante sur le corps tuméfié : "Où est-il ? Conduis-nous", suivie de silence. Et coups de pied et coups de crosse de pleuvoir. Une rage insensée s'empara de moi, chassa mon angoisse. Mes mains communiquaient à mon arme leur sueur crispée, exaltaient sa

puissance contenue. Je calculais que le malheureux se tairait encore cinq minutes, puis, fatalement, il parlerait. J'eus honte de souhaiter sa mort avant cette échéance. Alors apparut jaillissant de chaque rue la marée des femmes, des enfants, des vieillards, se rendant au lieu de rassemblement, suivant un *plan concerté*. Ils se hâtaient sans hâte, ruisselant littéralement sur les S.S.*, les paralysant "en toute bonne foi". Le maçon fut laissé pour mort. Furieuse, la patrouille se fraya un chemin à travers la foule et porta ses pas plus loin. Avec une prudence infinie, maintenant des yeux anxieux et bons regardaient dans ma direction, passaient comme un jet de lampe sur ma fenêtre. Je me découvris à moitié et un sourire se détacha de ma pâleur. Je tenais à ces êtres par mille fils confiants dont pas un ne devait se rompre. J'ai aimé farouchement mes semblables cette journée-là, bien au-delà du sacrifice. »

René Char, « Feuilletts d'Hypnos », *Fureur et mystère*, Gallimard, 1948

René Char (1907-1988), poète français, combattant en 1940, résistant en 1942, passé au maquis en 1943, un des responsables de la Résistance dans les Basses-Alpes.

Le 29 juin 1943, à 5 heures du matin, Céreste, village du Lubéron où l'auteur se trouve sous une fausse identité, est investi par les SS* et la Milice*.

Un couple de « Justes » agriculteurs.

Joseph et Émilienne Argoud, un couple de paysans, vivent modestement dans leur village de Haut Biol, en Isère. Au printemps 1943, l'Organisation de secours aux enfants (OSE) leur confie deux enfants juifs. Les parents de José Gutfeld, l'un de ces enfants, se sont enfuis d'Allemagne en Belgique, puis en France, où ils

sont arrêtés et déportés à Auschwitz. Malgré leur pauvreté, les Argoud ne ménagent pas leurs efforts pour assurer aux jeunes réfugiés chaleur et réconfort. Ils les traitent avec affection, n'abusant jamais de la situation, comme c'est malheureusement le cas chez certaines personnes qui ont accueilli des enfants juifs et les font travailler durement. Lorsque le danger se rapproche, les Argoud mettent les enfants à l'abri dans une cachette. On sait au village que les Argoud cachent deux enfants juifs : Joseph et Émilienne courent donc les plus graves dangers. En cas de découverte, ils risquent leur vie. Pourtant, ils hébergent les deux enfants jusqu'à la Libération, soit pendant environ un an et demi.



José Gutfeld entre Emilienne et Joseph Argoud lors de leur rencontre en 1982

Collection particulière - DR

Après la guerre, José Gutfeld émigre en Israël. En 1982, il se rend en visite en France et se met à la recherche de ceux qui l'ont sauvé. Une rencontre émouvante s'en suit.

Le 13 novembre 1984, Yad Vashem décerne à Joseph et Émilienne Argoud le titre de Justes des Nations.

D'après Israël Gutman (dir.), *Dictionnaire des Justes de France, Yad Vashem/Fayard, 2003, pp. 51-52 (dossier 3035)*

paysans, artisans, maires, instituteurs, curés... Cette dynamique permet aux mouvements* d'étendre leurs ramifications et renforce l'imbrication des résistances rurales et citadines. Dans le Finistère par exemple, Daniel Trelu, s'appuie sur ses collègues instituteurs pour implanter le Front National* dans les villages. L'expansion des mouvements s'effectue aussi par l'absorption de groupes locaux. Dans le Doubs, les FTP* (Francs-Tireurs et Partisans) enrôlent, en 1943, des jeunes agriculteurs chrétiens dirigés par Marcel Simon, passés à la lutte armée depuis plusieurs mois. Les actions de la résistance rurale se diversifient avec l'apparition de formes

d'action jusqu'alors surtout urbaines. Ainsi, l'édition francilienne de *Libération* est réalisée dans un bourg de Seine-et-Marne. À Villardon (Loir-et-Cher), la ferme Vincent est choisie par l'IS* (*Intelligence Service*) pour abriter l'émetteur radio du réseau* de renseignement Jade-Amicol. Plus généralement, on assiste, à partir du 14 juillet 1943, à un net essor des manifestations patriotiques dans les villages, alors que de telles pratiques lors de la fête nationale étaient jusqu'à présent réservées aux villes. Par ailleurs, la Résistance rurale développe des logiques propres comme le prouve l'apparition dans les années 1942-1943 de deux organisations appe-

lées à devenir d'envergure nationale, la CGA* (Confédération Générale de l'Agriculture) et les CDAP* (Comités d'Action et de Défense Paysanne).

Deux grandes organisations de la Résistance rurale

La CGA* est en grande partie l'œuvre de Tanguy-Prigent⁽¹⁾. Ce dernier lance, fin 1940, le *Bulletin bimensuel de la Coopérative de Défense paysanne de Morlaix* (Finistère) avec d'anciens dirigeants de CNP* (Confédération Nationale Paysanne) située politiquement à gauche, dissoute par Pétain. Cette publication, tolérée un temps par l'occupant, critique point par point la

Corporation paysanne* de Vichy. Jugée dangereuse, car elle regroupe en un syndicat unique aussi bien le « châtelain oisif » que ses fermiers et ses domestiques, celle-ci est accusée d'attenter aux libertés syndicales et de placer les paysans sous la tutelle de l'État et des gros propriétaires terriens. Preuve d'un rejet croissant de la politique de Vichy, la Coopérative de Morlaix passe de 3 062 à 4 390 adhérents en deux ans et diffuse, à partir de 1941, une édition nationale du *Bulletin* dans 18 départements. Si le journal finit par être interdit, son audience a conduit de nombreux paysans vers le mouvement * Libération-Nord et son réseau* de renseignement, Cohors-Asturie, ou vers le parti socialiste d'alors la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) illégale. Elle a aussi posé les bases d'un syndicat clandestin, baptisé CGA* fin 1943. Solidement ancrée tout d'abord dans quelques départements comme l'Yonne ou le Finistère, la Confédération croît peu à peu dans les deux zones. Elle exprime ses ambitions dans son organe, au titre significatif : *La Résistance paysanne*. Tout en combattant les réquisitions de la production et des travailleurs, elle réclame la dissolution de la Corporation et l'épuration de ses cadres à la Libération. Le principal artisan de l'autre organisation de résistance spécifiquement rurale, les CDAP* (Comités d'Action et de Défense paysanne), est un vigneron du Loir-et-Cher, Bernard Paumier. Communiste, membre de la Confédération générale des Paysans travailleurs (également dissoute), Paumier réalise en 1940 des affichettes dénonçant les

réquisitions allemandes. En 1941, il est appelé à Paris par la direction du parti communiste pour diriger le travail paysan. Il œuvre notamment à la parution clandestine du journal *La Terre* et au développement de l'agitation dans les campagnes. En 1942, il dirige les comités paysans du Front National* qui s'enracinent d'abord dans les Pays de la Loire, en Bretagne, puis dans le Sud-Ouest. Les CDAP* s'étendent ensuite et se fédèrent en comités départementaux et régionaux, chapeautés par deux directions au sud et au nord du pays. Ils articulent actions semi-légales et illégales et encouragent une lutte multiforme contre les réquisitions : opposition, parfois musclée, aux fonctionnaires du Ravitaillement envoyés par Vichy, infiltration des groupes locaux de la Corporation (certains passent entièrement sous le contrôle des résistants), pression sur les maires, etc. Leur campagne de grève des battages à l'été 1943 connaît un succès certain. Leur presse clandestine dénonce la dégradation constante des conditions de vie et exige des réformes, comme la retraite pour les « vieux paysans ». Ce socle revendicatif favorise la création de comités d'aide aux réfractaires, réclamés par Henri Queuille à *Radio-Londres*, et l'essor de la lutte armée (incendies de récolte, réception des armes parachutées, sabotages...). D'autres structures, pour la plupart ancrées à gauche se mettent également en place afin de satisfaire aussi bien les revendications patriotiques que sociales des habitants des campagnes. Cependant, l'existence d'un élan contestataire fort n'est pas toujours liée à la

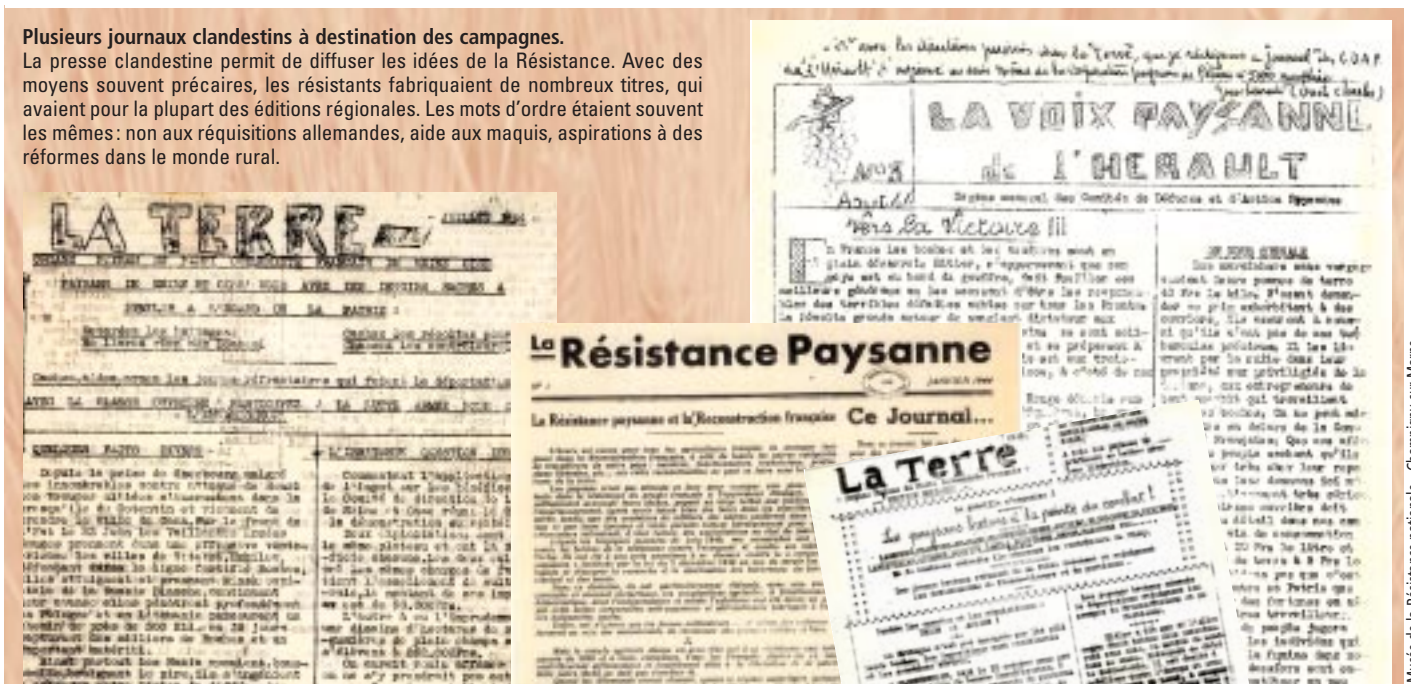
présence d'une Résistance organisée. La Résistance propose en effet des structures suffisamment ouvertes pour recruter des mécontents de toutes obédiences, y compris des déçus du « pétainisme », dont le nombre augmente à mesure que Vichy s'enfoncé dans la collaboration et que les paysans doivent faire face aux difficultés économiques grandissantes. Un ancien ministre de l'Agriculture de Vichy, Jacques Le Roy Ladurie explique ainsi dans ses *Mémoires* qu'en 1943 étant « ancien leader national du syndicalisme agricole, [il a] conservé de nombreuses relations dans les campagnes, [et qu'il lui sera] possible d'y puiser des éléments actifs pour la Résistance ».

Ainsi, l'influence de la Résistance gagne, peu à peu, tout le pays. À l'hiver 1943-1944, elle est suffisamment forte dans certains terroirs pour fixer le prix des denrées, base d'un « marché tricolore » qui répond à des préoccupations multiples : garantir aux producteurs et aux consommateurs des tarifs décents, à l'achat comme à la vente, améliorer les conditions de ravitaillement, redorer l'image des paysans, souvent accusés de profiter de la pénurie pour s'enrichir du « marché noir ». Ces préjugés, très répandus en ville à l'époque, ont été en partie démentis par les historiens : les populations rurales ont apporté à la Résistance un soutien croissant, bien qu'inégal selon les endroits, qui facilite le développement spectaculaire des maquis au printemps 1944 et préfigure l'ampleur des combats pour la Libération. ●

(1) Cf Fiche méthode n° 1 pages 18-19.

Plusieurs journaux clandestins à destination des campagnes.

La presse clandestine permet de diffuser les idées de la Résistance. Avec des moyens souvent précaires, les résistants fabriquaient de nombreux titres, qui avaient pour la plupart des éditions régionales. Les mots d'ordre étaient souvent les mêmes : non aux réquisitions allemandes, aide aux maquis, aspirations à des réformes dans le monde rural.



Musée de la Résistance nationale - Champigny-sur-Marne

L'aide aux pourchassés en Seine-et-Marne

Les cultivateurs de Verdelot

Du mois d'août 1940 jusqu'en 1944, les familles de cultivateurs Boyer et Renac ont hébergé des dizaines de clandestins et de familles de résistants. « *Nos cousins de Bretagne* » dit parfois M^{me} Renac. Certains de ces étrangers « Bretons » ont l'accent espagnol, italien, russe (prisonniers de guerre évadés) ou même allemand (soldats déserteurs). Pourtant, dans le village, personne ne parle, à l'exception d'un seul délateur qui, après avoir contribué à l'arrestation d'Albert Boyer, ne survit pas à la Libération.

Le vicaire de Dammartin

Originaire des Pays-Bas, l'abbé Terruwe arrive à Dammartin-en-Goële en 1941 afin de ne pas avoir à travailler pour l'occupant dans son pays. Très vite, le nouveau venu prend contact avec la Résistance locale, particulièrement avec M. Surquain, le vétérinaire, qui constitue à Dammartin et dans ses environs une solide organisation du Front National*.

Durant l'été 1942, quand les Juifs contraints au port de l'étoile jaune sont arrêtés, l'abbé Terruwe s'efforce de soustraire les enfants à la déportation. Avec la mère supérieure de la Congrégation Notre-Dame de Sion et le père Devaux, qui dirige une institution réservée aux garçons, de l'autre côté de la rue Notre-Dame des Champs, à Paris, il monte un véritable réseau de sauvetage.

En langage convenu, ses « correspondants » parisiens lui annoncent qu'ils tiennent à sa disposition tant de petits « chiots » (des garçons) ou tant de « chatons » (des filles). L'abbé va alors chercher les enfants pour les cacher, parfois avec l'aide du secrétaire de mairie de Dammartin, M. Trout, ou d'autres résistants. Il en installe beaucoup au *préventorium* de la Motte Verte, à Dammartin, ou M^{lle} Raub et ses collègues font des prodiges pour nourrir tout ce petit monde.

Mais les protégés de l'abbé sont si nombreux qu'il faut en cacher non seulement chez les habitants de Dammartin, mais également dans les communes environnantes. Il faut aussi les scolariser – souvent sous de faux noms –, tant à l'école primaire de la Chaumière qu'à l'école communale de Dammartin.

L'abbé Terruwe contribue en outre à cacher des réfractaires au STO* et des aviateurs alliés abattus qui sont confiés à des filières de rapatriement. Arrêté par la *Gestapo**, il est déporté en mai 1944 au camp de concentration de Neuengamme. Il survit à sa déportation.

Le boulanger de Dampmart

Pour les aviateurs alliés descendus et en mal de rapatriement, la boulangerie de Michel Place, rue du Château à Dampmart, fut une maison de la providence : de novembre 1943 à la Libération, ils sont une quinzaine à y séjourner plus ou moins longtemps, dans la chambre aménagée au-dessus du fournil, dans la cour. Quand il y a surnombre (ils sont jusqu'à cinq en même temps), on ouvre des lits pliants dans la salle à manger. Quelques fermiers des environs contribuent à ravitailler tout ce monde...

Les garagistes de Varredes

En ce jour de l'été 1944, près de La Ferté-sous-Jouarre, des soldats américains faits prisonniers à la suite du débarquement en Normandie sautent du train qui les emmène en Allemagne. Dans les environs de Germiny-L'Évêque, épuisés, ils se cachent dans les roseaux de la berge de la Marne, ne sachant que faire. Apercevant une jeune fille qui fait du canot, ils prennent le risque de se montrer. La rencontre est providentielle. En effet, M^{lle} Macé, qui n'a pas 15 ans, les conduit chez ses parents qui gèrent une entreprise de transport et un garage à Varredes. Le garage est situé entre la mairie et l'auberge du Cheval

blanc, alors occupée par des soldats allemands, ce qui n'empêche pas M. et M^{me} Macé de rendre service à la Résistance : après avoir longtemps détenu un poste émetteur pour un réseau* de renseignements, ils hébergent, à la demande du D^r Chastagnol, cinq aviateurs américains abattus près de Tancrou (l'un d'eux, blessé, demeure chez M. et M^{me} Macé durant trois mois). Les évadés du train de prisonniers prennent le relais.

D'après Claude Cherrier et René Roy, La Résistance en Seine-et-Marne (1939-1945), Presses du Village, 2002, pp 231-241.



Collection particulière - DR

Parmi les élèves scolarisés durant l'occupation allemande à Dammartin-en-Goële (Seine-et-Marne), des enfants juifs ont été dotés d'une fausse identité afin d'échapper aux persécutions.

Témoignage

Léon « Yvon » Morandat : un valet de ferme Français Libre :

« Je devais rechercher des terrains de parachutage à travers la zone sud, mais à cette époque un terrain pour être homologué devait être visité par un agent ayant reçu en Angleterre même l'instruction nécessaire. J'espérais voir mon radio arriver rapidement et j'avais signalé plusieurs terrains tant dans la région de Montluçon que dans la vallée de la Loire, près de Feurs [...] À Feurs, j'avais trouvé un résistant d'un tout autre genre. Le comte de Neubourg était l'héritier d'une vieille et noble famille. C'était un aristocrate très à cheval sur les principes et les droits que lui conféraient son rang et sa fortune. Il avait milité dans les rangs royalistes avant guerre [...] il était anti-allemand et gaulliste et vomissait Pétain et surtout Maurras qu'il haïssait autant qu'il l'avait aimé. Il avait organisé un petit groupe, formé de gens du pays d'opinions fort diverses, parmi lesquels il y avait la plupart de ses ennemis d'avant-guerre. [...] À l'Armistice, des officiers lui avaient demandé de cacher des fusils, des mitrailleuses et des munitions dans une de ses fermes. »

Yvon Morandat, « *Souvenirs inédits* », Cahiers de l'IHTP, n° 29, septembre 1994, pp 93-94

Léon Morandat – il prit le pseudonyme d'Yvon dans la Résistance – est né dans une famille modeste de paysans de la Loire. Après son certificat d'études, il est placé comme valet de ferme. Il milite à la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne), participe aux combats de 1940, et n'accepte pas la défaite française. Il rejoint alors dès juin 1940 la France Libre. À la tête de plusieurs missions en zone sud, il fut chargé de trouver des terrains afin de parachuter des armes pour les résistants. Très bon connaisseur du monde rural, et de la diversité des opinions et des groupes sociaux qu'on y trouve, il réussit à mener à bien, au sein du 1^{er} bataillon parachutiste des Forces françaises Libres, ces missions dangereuses. Il participe ensuite en 1944 à la libération de Paris, et devient après guerre administrateur des Charbonnages de France, secteur-clé de l'économie française à cette époque. Il poursuivit également une activité politique au sein du mouvement gaulliste. Il meurt en 1972.

Reconstituer le parcours d'un résistant du monde rural

[N.B. : Cet itinéraire est à lire en parallèle avec le schéma de synthèse. Bien que le cas choisi soit exceptionnel, il a pour but d'inciter et d'aider à la reconstitution d'itinéraires de résistants du monde rural, travail qui peut être au cœur de travaux collectifs réalisés par les élèves]

▷ Pour reconstituer le parcours d'un résistant issu du monde rural, il est tout d'abord essentiel de situer le personnage dans le contexte immédiat de l'avant-guerre, en montrant à la fois ses liens avec le monde des campagnes et son itinéraire personnel :

François Tanguy-Prigent, né le 11 octobre 1909 dans une petite commune du Nord-Finistère, Saint-Jean-du-Doigt, est issu d'une famille de petits propriétaires paysans. Après l'école primaire, il travaille à la ferme de ses parents tout en essayant de poursuivre sa formation. Très tôt il s'intéresse à la politique et adhère au parti socialiste de l'époque, la SFIO.

Il est également attiré par le syndicalisme paysan et devient au milieu des années 1930 conseiller général du Finistère et maire de sa commune d'origine. Sa carrière politique s'accélère lorsqu'il devient le plus jeune député de France à 27 ans en 1936. C'est alors un des hommes politiques importants du département, tout en restant un paysan.



...l'exemple de Tanguy-Prigent

1 & 2 ▷ Il faut ensuite rechercher les raisons de l'entrée dans la Résistance. Cette opération difficile s'avère indispensable lorsqu'on veut retracer la vie d'un résistant :

Tanguy-Prigent est mobilisé lors de la déclaration de guerre de 1939 : partisan de la fermeté contre les Allemands, il n'accepte pas la défaite et refuse de voter les pleins pouvoirs au gouvernement de Philippe Pétain le 10 juillet 1940 (il y a seulement 80 parlementaires qui le refusent, ce qui est une très petite minorité⁽¹⁾). Cet acte le place dans une opposition grandissante au nouvel État français : de retour à Saint-Jean-du-Doigt, il est tout d'abord arrêté au mois de septembre 1940 par les Allemands qui le relâchent ensuite. Il se sait dorénavant surveillé mais accentue des contacts avec ceux qui refusent l'occupation du territoire. Trois types d'action sont menés par celui qui est Jacques Le Ru dans la clandestinité : tout d'abord il organise une coopérative agricole, semi-officielle, qui lutte contre la politique agricole de Vichy. Ensuite, il participe à la reconstitution clandestine du parti socialiste. Enfin il appartient au mouvement*

Libération-Nord, qui dans la France occupée regroupe des sympathisants de gauche.



Tanguy-Prigent, à son bureau au ministère de l'Agriculture en 1944.

Coll. Particulière - DR

Ses talents d'organisateur lui permettent de devenir un des grands responsables de la Résistance dans la France de l'ouest. À partir de 1943, il se réfugie totalement dans la clandestinité, les autorités sachant qu'il est résistant. Il organise un maquis dans le nord du Finistère, et utilise sa bonne connaissance du monde rural pour lutter contre l'occupant et les autorités de Vichy. Grâce à lui, la résistance armée se développe dans l'ouest de la Bretagne et il participe personnellement aux combats de 1944 pour libérer le territoire à la tête d'un groupe de 200 FFI* et de troupes françaises parachutées d'Angleterre.

3 ▷ Pour mieux situer ce parcours dans le monde des campagnes, il faut revenir ensuite sur la place du monde rural dans ce parcours :

François Tanguy-Prigent est déjà un très bon connaisseur du monde des campagnes, cela lui permet d'agir dans la clandestinité sans être trop inquiété par les Allemands. Très connu dans la campagne du département, il est écouté et protégé. Ensuite ses talents d'organisateur militaire lui permettent de créer des maquis dans le nord du département qui reçoivent eux aussi soutiens et aides du monde paysan. Mais surtout,



Une du journal *La Résistance paysanne*.
Mémorial du Maréchal Leclerc et de la Libération de Paris
Musée Jean Moulin - Ville de Paris

et c'est en cela que son parcours est atypique, il souhaite une résistance qui prenne en compte les attentes des paysans : il est en particulier l'initiateur du journal *La Résistance Paysanne* créé au début de l'année 1944. Cet itinéraire personnel explique que François Tanguy-Prigent devienne un des hommes nouveaux du GPRF* (Gouvernement Provisoire de la République Française) du général de Gaulle.

4 ▷ Après avoir retracé l'itinéraire d'un résistant, il peut être utile de prolonger la recherche dans l'après-guerre : en quoi cette action résistante a-t-elle changé le cours de son existence ?

Par la radio, Tanguy-Prigent apprend le 4 septembre 1944 que le général de Gaulle l'a nommé ministre de l'Agriculture du GPRF* (Gouvernement Provisoire de la République Française). Il reste à ce poste jusqu'en 1947 et met sur pied de multiples réformes modifiant le monde rural français : statut du fermage et du métayage protégeant les paysans des éventuels abus des propriétaires des terres, organisation d'un

syndicalisme agricole libre, adoption d'un plan de modernisation des campagnes ou encore amélioration de l'enseignement agricole. Ce jeune ministre, tout en poursuivant une carrière politique à la SFIO, doit ce parcours exceptionnel à son action résistante dans le monde rural. Après une longue carrière politique, Tanguy-Prigent meurt à Morlaix en 1970.

▷ Enfin, pour chaque étude d'itinéraires personnels ou collectifs, il faut établir la liste des sources consultées, en utilisant correctement les règles de présentation bibliographiques communément admises. Dans ce cas précis, les références sont :

- Aglan Alya, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement Libération-Nord*, Paris, Flammarion, 1999.
- Bougeard Christian, *Tanguy-Prigent, paysan ministre*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.
- Maitron Jean et Penneret Claude (sous la direction de), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, éditions de l'Atelier, (disponible également en version cd-rom), 1964-1995.

(1) 569 parlementaires ont voté pour, 80 contre, et 20 se sont abstenus. Il faut ajouter à ces chiffres, les 27 parlementaires embarqués sur le Massilia, qui n'ont pas pris part au vote, les anciens parlementaires communistes, déchus de leur mandat, ainsi que ceux qui n'étaient pas présents à Vichy.

LES MAQUIS,

INCARNATION DE LA RÉSISTANCE DANS L'ESPACE RURAL

Qu'est-ce qu'un maquis ?

Les liens entre les maquis et le monde rural sont en apparence évidents. Toutefois il est nécessaire de revenir sur la signification du terme même de « maquis », de décoder ses liens avec l'espace rural et aussi d'étudier les réactions des populations rurales face à cette forme organisée de résistance, qui se développe surtout à partir de l'année 1943 au point de faire des maquisards au moment de la libération du territoire français le symbole unique de la Résistance.

Le mot maquis est une expression d'origine corse désignant au départ un espace où la végétation est touffue et dense au point d'en faire un territoire peu accessible à l'homme. Par extension, ce terme définit tous les refuges de résistants qui étaient alors, selon l'expression de l'époque « dans la nature ». Il est tellement devenu par la

suite emblématique de la Résistance, qu'on a longtemps réduit l'action clandestine du monde des campagnes durant la Seconde Guerre mondiale à cette seule réalité.

Durant la guerre, tous les maquis ont certes en commun d'être situés dans des zones forestières ou montagneuses, là où les refuges et les cachettes étaient plus nombreux. En conséquence, les zones découvertes, trop proches des grandes agglomérations, où les plaines sont généralement dépourvues de tels groupements, même s'ils peuvent être dans de tels espaces géographiques comme l'illustre le maquis de Plainville en Eure-et-Loir. Cependant une telle inclination géographique explique que le sud du pays fut plus doté en maquis que le nord. Cette dernière zone n'en était toutefois pas tout à fait dépourvue :

parmi les maquis les plus importants sur le territoire français, on trouve ainsi le maquis de Saint-Marcel dans le Morbihan.

Derrière cette définition d'ensemble, qui inscrit le maquis dans l'espace rural, plusieurs fonctions peuvent être associées à ces refuges clandestins.

Le maquis, rassemblement d'hommes vivant dans l'illégalité, peut tout d'abord servir d'hébergement pour les réfractaires au STO*, institué dans l'année 1943 et destiné à pourvoir l'Allemagne en main-d'œuvre afin qu'elle puisse faire face aux vicissitudes de la guerre qui durant l'hiver 1942-1943 a tourné à l'avantage des Alliés. Le STO* a eu pour résultat de toucher la masse des jeunes Français en menaçant chacun dans sa vie de tous les jours. Nombreux sont les jeunes incor-

Le maquis de Loches.

Plusieurs maquis se sont établis en Touraine, comme le maquis Césaréo de l'ORA* sous la direction du lieutenant Bretegnier qui participa aux combats d'août 1944 pour libérer la zone rurale autour de la ville de Loches (Indre-et-Loire).



Collection particulière - DR

porables qui refusent de se rendre en Allemagne et entrent de ce fait dans la clandestinité. Bien que tous les réfractaires ne se cachent pas dans le maquis – dans le Jura, par exemple, 20 % s’y cachent –, ce refus du STO* oblige la Résistance à organiser la montée massive de jeunes au maquis. Est ainsi constitué en août 1943 un Service National Maquis qui tente de structurer les groupes de maquisards. Il faut enfin souligner qu’il existe deux catégories de réfractaires : ceux qui viennent au maquis pour se cacher mais pas pour se battre et ceux qui sont décidés à la résistance active.

Cette dernière catégorie dote les maquis d’autres fonctions : il s’agit alors de

fournir un refuge aux résistants qui veulent continuer la lutte mais doivent fuir leur terrain habituel d’action, souvent en ville, pour échapper à la répression ; des maquis adoptant les techniques de la guérilla harcèlent les troupes allemandes et vichystes, d’autres sont chargés de l’instruction militaire des combattants, souvent enthousiastes mais peu préparés. Plus tard, au printemps 1944, ce qu’on a appelé les maquis mobilisateurs, comme ceux des Glières (Savoie), du Vercors (Dauphiné) ou du Mont Mouchet (Auvergne) rassemblent des milliers d’hommes en armes qui ont notamment pour fonction de fixer les troupes allemandes en les empêchant de rallier les territoires libérés par les Alliés

comme la Normandie ou de créer les conditions propices à l’éclatement d’un soulèvement menant à la libération du territoire. Certains hauts faits des maquisards, comme la manifestation patriotique dans la ville d’Oyonnax (Ain), le 11 novembre 1943, sont évoqués dans la presse clandestine ou à la radio de Londres, faisant de ces hommes le symbole de l’engagement résistant abouti.

Avec les maquis, la Résistance bénéficie d’un soutien plus populaire et dispose d’un ancrage en profondeur dans la population des campagnes qui aide considérablement à la survie des clandestins de plus en plus nombreux dans les espaces ruraux français. ●

L’existence des maquis est liée au soutien de la population rurale

L’apparition des maquis provoque un changement de perception du conflit dans les campagnes qui jusque-là vivaient l’occupation moins durement que les villes. Ces structures bénéficient alors au sein de la population d’un réflexe de solidarité et d’entraide. Soutenir les « gars du maquis », c’est un peu soutenir les « siens », même si beaucoup viennent de la ville voisine ou de plus loin encore, car on trouve parfois dans les maquis des étrangers, victimes des répressions allemande et française ou des natifs des colonies françaises. Certes, ce soutien n’est pas toujours enthousiaste, il est parfois plutôt l’expression d’une résignation face au retour du conflit au cœur des campagnes, mais il s’avère efficace.

Aucun maquis ne peut survivre sans l’aide du milieu rural avoisinant, et en premier lieu des paysans. Se mettent en place de vastes chaînes de solidarité avec la participation de toutes les composantes de la société rurale : ravitaillement, habillement, renseignement, courrier ou sécurité sont autant d’actions, parfois modestes mais ô combien dangereuses, qui exposent leurs auteurs à de violentes répressions.

Dans ces liens entre maquisards et ruraux, certains membres de la communauté rurale ont un rôle prépondérant. Ce sont ceux que leur fonction place naturellement comme intermédiaires : les élus, les représentants d’organisations comme la JAC (Jeunesse Agricole

Chrétienne), ou encore les gendarmes. Peut-être faudrait-il faire une place à part aux instituteurs, actifs dans de nombreux groupes de maquis et qui

utilisent leur position de notable local pour favoriser les liens entre les maquisards et la population rurale. De tels liens forts de solidarité se sont



Service historique de la Défense - DR

Des maquisards de Normandie au repos avec leurs armes.

Après le débarquement du 6 juin 1944, les maquis normands ont fourni une aide importante à l’avancée des troupes alliées. Plusieurs groupements, comme ici dans l’Orne, ont facilité la libération de nombreuses communes et ont aidé à la lutte armée contre les Allemands.



Service historique de la Défense - DK

Jeunes du maquis de Plainville (commune de Marolles-les-Buis, Eure-et-Loir) pris au moment de la Libération.

exprimés à de nombreuses reprises : ce fut par exemple le cas en septembre 1943 dans la petite commune de Salernes (Var) où toute la population rendit un dernier hommage lors des

obsèques d'un maquisard victime de la répression. Par de tels actes, les communautés villageoises n'hésitaient pas à exprimer leur soutien à la Résistance, même au prix d'éventuelles mesures de

rétorsion. Braver l'ennemi était devenu un acte de plus en plus fréquent dans la France des campagnes, par exemple en honorant la sépulture d'un aviateur allié abattu. ●

Portrait

Georges Guingouin : de l'instituteur rural au « préfet du maquis »

« À la campagne, rien n'échappe aux paysans. Si les groupes veulent tenir, grandir, se multiplier, c'est pour eux une nécessité vitale d'obtenir non seulement l'aide active de la population, mais aussi l'amitié de son silence » (Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Hachette, 1977, p. 107).

Georges Guingouin (1913-2005), est avant la guerre instituteur dans le village de Saint-Gilles-les-Forêts (Limousin). Militant communiste, il participe aux combats de 1940 et blessé, il refuse de se faire prendre par les troupes allemandes. De retour dans le Limousin, il essaye de lutter contre le nouveau pouvoir en place, distribuant tracts et publications. Poursuivi par Vichy, peu soutenu dans un premier temps par le parti communiste qui donne la priorité à l'action clandestine dans les villes, il s'attelle à lutter dans la clandestinité au sein du monde rural. Il constitue des groupes armés dans les forêts limousines et corréziennes et multiplie les actions contre les troupes allemandes et celle du régime de Vichy. Le nombre de ses maquisards s'étoffe, atteignant au sein des FTP en 1944 près de 3500 hommes. Guingouin place sous son pouvoir de larges zones des campagnes, se donnant même le titre, qui n'existe pas en réalité, de « préfet du maquis » : « Plus besoin de se cacher, aucune crainte des paysans matinaux qu'on peut rencontrer, car ici, c'est la terre du "Préfet du maquis" » (*ibidem*, p. 133).

Il participe aux combats de la Libération et devient maire de Limoges en 1945. Georges Guingouin symbolise, avec d'autres, l'union qu'il y a pu avoir entre les maquisards et la population des campagnes : bien que pas toujours volontaire, car dans un contexte difficile de guerre, elle a permis aux maquis de France de s'étoffer et d'apporter une aide considérable à la libération du territoire.

Pour en savoir plus :

- Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Hachette, 1977
- Marmande Francis, « Georges Guingouin, libérateur de Limoges. Le fou des bois », *Le Monde* 2, 6-7 juin 2004, p. 26-35.)

Témoignage

La justification de la participation à la Résistance par des références au passé

« Voici environ deux cent-cinquante ans, les ancêtres de nos maquisards cévenols entrèrent en lutte non contre l'Église de Rome, mais pour l'église de leur cœur [...] qui n'a pas entendu parler des dragonnades ? Trois maréchaux de France et des troupes sans nombre ne purent venir à bout de ces paysans révoltés, de ces soldats obscurs réunis en groupes de vingt, trente, quarante au plus, aux chefs sans galons, sans plumes au chapeau, sans hautes bottes qui surent utiliser au mieux tous les coins et recoins de ce pays déchiqueté. Ce que fut cette guerre d'escarmouches, de surprises, de harcèlement, de représailles où chaque coup était rendu, nous n'entreprenons pas de le dire. Mais, quand on a vécu l'épopée du maquis, on réalise ce que fut en vérité la guerre des camisards. C'est le présent qui jette sa lueur sur le passé. Les lieux ont à peine changé ; chaque ville, chaque village, chaque hameau d'autrefois répond encore présent à l'appel de son nom. Ce sont toujours les mêmes pierres, les mêmes châtaigniers, les mêmes ravins, la même terre imperméable. Tactiques, stratégies, ruses pour se procurer des armes ou des vivres, abris, complicités dans les fermes, furent sensiblement les mêmes.

[...] Tout se retrouve, jusqu'au clan des "timides", jusqu'aux partisans de l'action immédiate, jusqu'au secours de l'Angleterre que les camisards, eux, attendirent en vain, jusqu'aux noms du terroir. [...] Mais le plus étonnant des rapports, c'est le mot de Marie Durand, qui passa trente-huit ans dans la Tour de Constance, à Aigues-Mortes. Elle n'avait qu'un seul mot à dire pour être libre : il lui suffisait d'abjurer. Pourtant, le mot qu'elle dit, celui qu'elle grava plutôt de son aiguille à tricoter et qu'on peut lire encore sur la margelle du puits au premier étage de la tour fut : RECISTEZ. (sic) »

Muse et Raymond Tristan-Sévère, Des camisards aux maquisards, Uzès, ateliers Henri Péladan, 1944.



Dans de nombreuses communautés villageoises, il ne fut pas rare de justifier la participation à la Résistance par des références au passé : on luttait contre le pouvoir alors en place, comme au temps de l'Ancien Régime ou des régimes autoritaires du XIX^e siècle. Le cas est particulièrement frappant dans des régions comme les Cévennes, où lors de la révolte des Camisards (XVII^e siècle), les habitants protestants de ce territoire furent en lutte contre les armées du roi catholique Louis XIV. Durant la Seconde Guerre mondiale, les résistants cévenols justifient leur participation aux actions clandestines par ce passé commun de tradition de lutte contre l'opresseur.

Panorama de la France des maquis

Il n'est pas possible dans cette brochure de dresser une carte exhaustive des maquis de France. Apparus entre la fin de l'année 1942 et le début de l'année 1943, les premiers refuges se sont étendus principalement dans la France du sud. Pour être véritablement fonctionnel, un maquis ne doit pas rassembler trop d'hommes, entre une vingtaine et une soixantaine. Cela permet une meilleure protection, car la fuite est plus aisée face à l'occupant et l'organisation du groupe est aussi plus efficace ; toutefois, à partir de 1944, les effectifs maquisards augmentent de plus en plus d'autant que la défaite nazie se profile. L'implantation de ces groupes est donc plus aisée à mesurer après le

6 juin 1944 : on constate toujours une prédominance du sud du pays, où raisons géographiques, présence allemande plus tardive et épisodes historiques anciens se combinent, mais ils ne sont pas absents dans le nord, puisque des zones de maquis existent en Bretagne, dans les Ardennes ou encore dans le Jura. Surtout, on constate la présence de maquis plus nombreux en hommes : de petits groupes mobiles, on passe dans certains endroits à des rassemblements de plusieurs centaines d'individus, espérant ainsi accélérer la fin de la guerre et la libération du territoire national.

Incarnation de la Résistance dans l'espace rural, les maquis ont entraîné

de nombreux Français dans une participation plus active au combat contre les Allemands et contre Vichy. Soutenus par les communautés villageoises, ils ont pu prendre part à la libération progressive du territoire français. Leur présence a eu aussi pour conséquence de faire des zones rurales des zones de combat, alors qu'elles avaient été plus épargnées jusqu'à présent. Face à l'ennemi de plus en plus aux abois, le monde rural doit subir à partir du printemps 1944 de nombreuses épreuves, ce qui a pour effet d'accentuer la présence résistante dans les campagnes et de favoriser l'aspiration au retour de la démocratie et de la République. ●

Comment étudier les liens entre Résistant

Durant cette période, monde rural et monde urbain, malgré leurs caractéristiques différentes, ne sont pas deux mondes séparés : presque tous les Français avaient des racines paysannes. Cette imbrication pouvait favoriser les liens entre les deux espaces dans le développement de la Résistance, car tous deux avaient des atouts potentiels complémentaires. Ainsi lorsqu'un résistant devait avoir une fausse identité, on s'arrangeait pour indiquer un lieu de naissance dans un petit village, plutôt que celui d'une grande ville : les registres d'état civil à cause des conflits antérieurs y avaient souvent été détruits, rendant les vérifications d'identité très difficiles.

Mais cet exemple n'est pas le seul qui montre la complémentarité des deux espaces.

	Atouts	Contraintes
<p>Monde rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Peu de présence allemande - Nombreux lieux isolés, d'où : cachettes, parachutages, radios - Liens de solidarité - Nourriture : productions agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Attraction première pour Vichy - Communautés coupées du reste de la société
<p>Tout le monde se connaît</p>		
<p>Monde urbain</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Anonymat - Population plus nombreuse, donc plus difficile à contrôler - Centres de décision - Facilités d'accès/nœuds de communication 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'approvisionnement - Présence plus importante de l'occupant et de la police française - Répression et recherche de résistants plus aisées

Plusieurs pistes pour étudier les rapports entre la résistance rurale et la résistance urbaine peuvent être dégagées :

1 > La sociologie du maquis

Tout d'abord on peut étudier la composition de certains maquis : nombreux sont en effet ceux qui ont accueilli des citadins, ce qui suggère la mise en place de filières liant villes et campagnes. Il n'était pas rare en effet que des ouvriers d'une même usine se retrouvent tous dans le même maquis afin de fuir le STO*.

Pour mener à bien une telle enquête, il ne faut pas perdre de vue quelques questions principales :

- Où se situe le maquis par rapport à la ville ?
- Comment les citadins se sont-ils rendus dans le maquis ?
- Comment la population locale a-t-elle accueilli les nouveaux venus ?

Pour vous aider des cartes établies par les correspondants départementaux du comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale sont consultables aux archives départementales.

2 > L'enjeu du ravitaillement et du marché noir

Un autre axe de travail peut être l'identification des liens entre les espaces urbain et rural à travers la question du

ravitaillement et notamment du marché noir. En effet, plus la Résistance s'est développée, plus elle a souhaité

ce urbaine et Résistance rurale

contrôler le marché des matières premières: ainsi Georges Guingouin explique-t-il que «la riposte du maquis en faveur

des citadins sera de faire cesser le marché noir» (*Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Hachette, p. 107.)

3 ▷ Les lieux d'internement

On peut aussi s'intéresser aux liens entre monde rural et monde urbain à travers la répression exercée par les autorités allemandes et celles de Vichy. En effet le territoire français est à l'époque parsemé de lieux d'internement pour les «indésirables», pour les opposants et pour les résistants. Beaucoup de ces lieux se situent à la périphérie des zones urbaines ou font partie de l'espace rural. Il est alors judicieux de voir comment la population rurale a réagi à la présence de ces camps d'internement.

Ainsi les camps de Aincourt (Seine-et-Oise à l'époque, aujourd'hui Val d'Oise) ou de Voves (Eure-et-Loir) ont servi

de lieu de détention pour de nombreux résistants. Ces camps, situés en zone rurale, ont aussi vu de nombreuses évasions, qui ont nécessité une complicité ouverte de la population rurale environnante. Pour aller plus loin, il faut se poser quelques questions et y répondre :

- Comment la population rurale réagissait-elle à la présence de ces camps ?
- Y avait-il des gestes de solidarité avec les internés (colis de nourriture par exemple ?)
- Lors des évasions, quelles furent les aides fournies par les ruraux ? (cachettes, habits, nourriture, etc.)

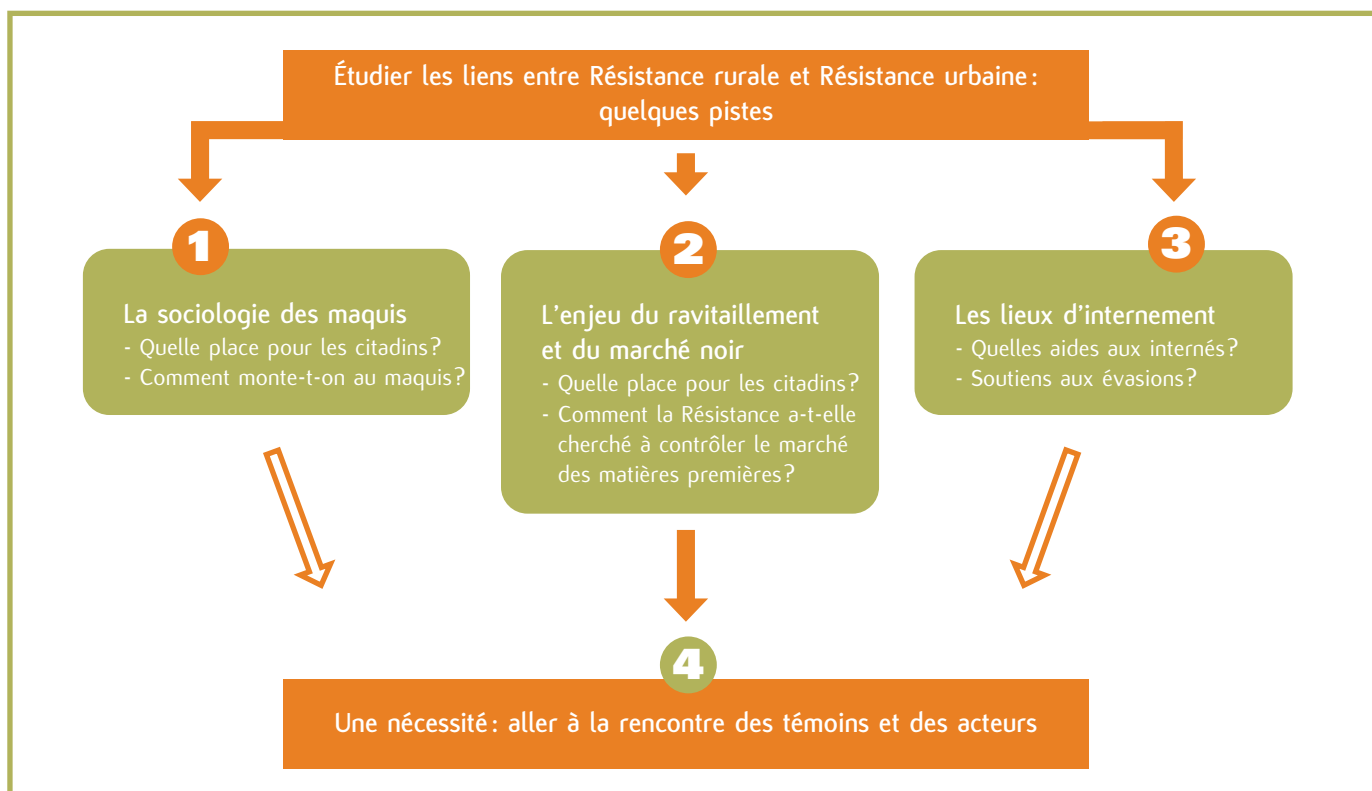
4 ▷ Une nécessité: aller à la rencontre des témoins et des acteurs

Enfin, pour étudier de tels aspects, il ne faut pas négliger l'apport fondamental des cédéroms réalisés par l'Association pour des Études sur la Résistance Intérieure (AERI), qui fourmillent d'informations sur les liens entre la Résistance rurale et la Résistance urbaine. À titre d'exemple, le cédérom sur le département de l'Yonne, qui était un département rural accueillant de nombreux citadins qui y cherchaient refuge, est très riche sur cet aspect.

On peut ainsi, au hasard d'une recherche lire, le cas du cou-

ple Fayein, tous deux médecins, qui ont cherché refuge dans l'Yonne alors qu'ils résidaient à Paris. Leur métier les a amenés à entrer en contact avec les résistants, apportant soins et aides. Tous deux ont fini par rejoindre les maquis de l'Yonne et par être intégrés dans les groupes résistants du département.

Beaucoup d'autres exemples seraient à citer, à chaque participant d'aller plus loin.



LA FRANCE RURALE

ET LA LIBÉRATION

La contribution des ruraux à la Libération

Si on met à part le cas spécifique de la Corse, libérée dès 1943, le territoire français métropolitain fut libéré en grande partie par phases successives durant l'année 1944-1945, après le débarquement en Normandie le

6 juin 1944. Il est important de revenir sur la contribution du monde rural à la libération des espaces ruraux, en mettant en évidence le retour progressif de la République dans les villages, qui s'accompagne d'espoirs de changements

sociaux et de progrès en accord avec les idées émanant de la Résistance. L'occasion est alors donnée de faire un bref bilan de la participation du monde des campagnes à la Résistance et à la libération de la France.

La libération de la Corse

Le point sur

La libération de la Corse constitue, en tout point, un cas exceptionnel dans l'histoire de la Résistance française. Pourtant, à l'automne 1942, le département ne compte encore que quelques centaines de résistants éparpillés de surcroît dans une multitude d'organisations : Front national, Combat, Libération, Franc-Tireur. La donne change brusquement à partir de novembre 1942 : à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, 80 000 soldats italiens investissent l'île et mènent une sévère répression qui décapite la plupart des mouvements. Les rescapés rejoignent la seule organisation encore debout, le Front National*, dont les effectifs ne cessent de croître. La très forte mobilisation des campagnes lui permet de réceptionner et de cacher dans les montagnes des dizaines de tonnes d'armes et munitions amenées d'Alger soit par avion, soit dans les soutes du célèbre sous-marin Casabianca.

De Gaulle envoie dans l'île, début 1943, Fred Scaramoni afin d'unifier la Résistance corse. Arrêté, il se tranche la gorge avec un fil de fer et laisse un ultime message écrit avec son sang : « Vive la France, vive de Gaulle ». D'autres résistants, tel l'instituteur communiste Jean Nicoli, sont également victimes de la répression italienne.

Le débarquement allié en Italie et la chute de Mussolini en juillet 1943 marquent une nouvelle accélération. Malgré le débar-



Maquis corse

La libération de la Corse a été favorisée par la participation de nombreux ruraux aux combats. Plusieurs maquis étaient en effet actifs, d'autant plus que la géographie de l'île était propice à leur implantation. Il ne faut pas oublier en effet que le mot « maquis » est d'origine corse.

quement de soldats allemands, venus suppléer les Italiens, des centaines d'hommes se joignent aux maquis : à la fin de l'année 1943, ils sont près de 12 000, la plupart issus du monde rural.

Le 9 septembre 1943, à l'annonce de la capitulation italienne, la direction du Front National*, composée de communistes comme Arthur Giovoni, d'un cousin de De Gaulle, Henri Maillot, et du capitaine Colona d'Istria, envoyé du général Giraud, appelle à la mobilisation générale. Les insurgés s'emparent rapidement d'Ajaccio et contrôlent la moitié occidentale de l'île. Le 4 octobre 1943, les Allemands quittent

l'île pour rejoindre le front italien.

La Corse devient ainsi le premier département français libéré sans l'aide des Alliés. La légalité républicaine y est bientôt rétablie, sous l'autorité du général de Gaulle. Montrant l'efficacité d'une Résistance unie, bénéficiant d'un fort soutien populaire, cet événement accroît l'audience de la Résistance en France métropolitaine et en accélère l'unification politique et militaire. L'action des ruraux y fut aussi notable, tant dans le soutien matériel apporté aux résistants que par la participation à la reconquête du territoire.

Les offensives alliées à partir du printemps 1944 ont entraîné une accélération des regroupements de résistants en vue de la libération du territoire français. Ainsi les maquis reçoivent un apport d'hommes plus nombreux et se constituent des maquis mobilisateurs dont la fonction est de réduire les capacités de défense de l'armée allemande mais aussi de favoriser la prise du pouvoir local par les résistants. Dans le plateau des Glières, qui forme en Savoie une sorte de forteresse naturelle à 1 500 m d'altitude, plusieurs centaines de maquisards se rassemblent en accord avec les instructions de la France Libre.

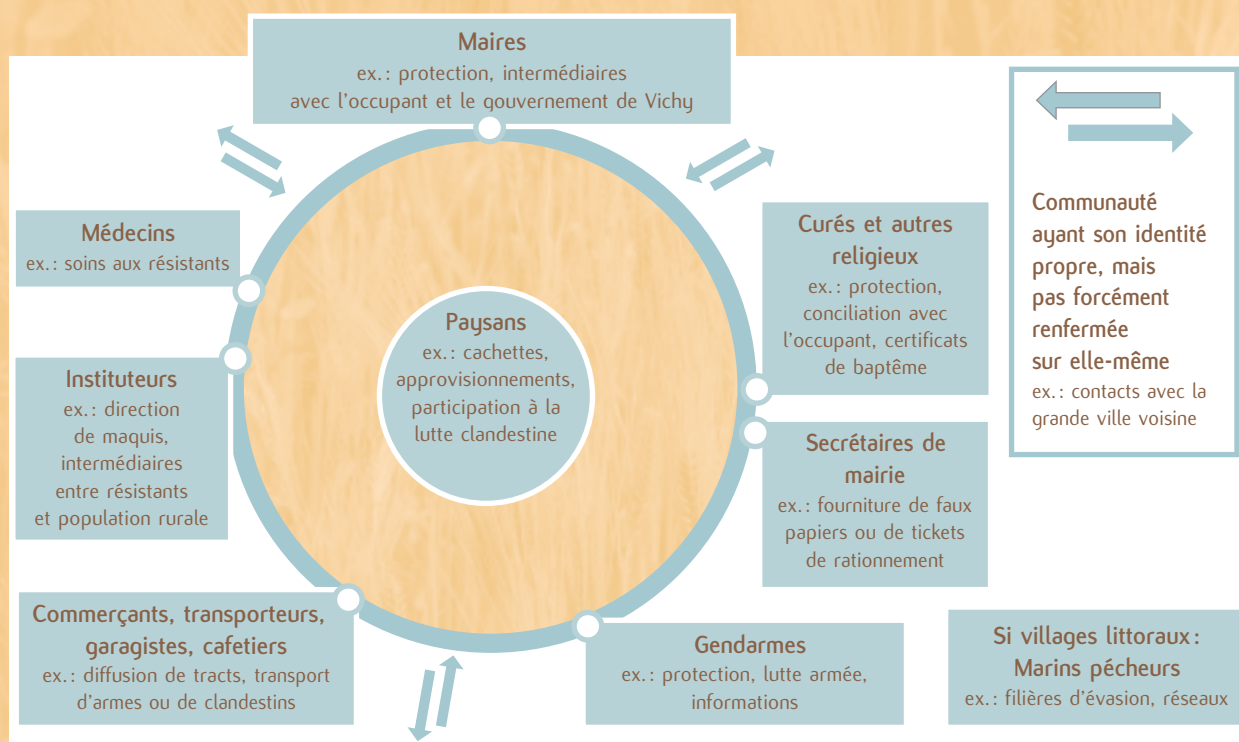
Des combats sanglants se déroulent entre fin janvier et le 26 mars 1944, jour qui voit la destruction de ce maquis par les troupes allemandes. D'autres grands maquis connaissent le même sort, comme celui du Vercors.

Face à ces regroupements de maquisards, les Allemands au cours d'opérations de représailles s'en prennent aux populations civiles. Acculés par l'avancée alliée et les nombreux assauts des résistants, les Allemands, souvent obligés de battre en retraite, massacrent les populations et détruisent de nombreux villages, dont certains sont restés célèbres dans la mémoire des Français, comme Oradour-

sur-Glane (Haute-Vienne), Dun-les-Places (Nièvre), Villeneuve d'Ascq (Nord), Maillé (Indre-et-Loire) ou encore la Chapelle-en-Vercors (Drôme). Malgré cela, dans les mois qui suivent le débarquement allié en Normandie, la mobilisation des résistants aboutit à la constitution de véritables contre-pouvoirs face à un gouvernement de fait qui n'a plus aucun soutien populaire. Ainsi, en Bretagne, ou dans le sud-ouest de la France, de vastes zones sont contrôlées dorénavant par les résistants et les maquisards qui établissent parfois avec difficulté le retour à la légalité républicaine. ●

La communauté rurale face à l'engagement résistant

Chacune des communautés villageoises est composée de groupes sociaux qui ont pu apporter une participation active et particulière à la Résistance. Certains habitants de ces villages ont été conduits à agir au sein de la Résistance, ou ont été parfois sollicités par elle, en fonction des compétences de leur métier ou de leur fonction.



Le point sur

L'exemple des gendarmes

À titre d'exemple, on peut choisir le cas de gendarmes qui ont joué un rôle actif dans la Résistance organisée dans le monde rural. Leur fonction particulière de force de maintien de l'ordre a pu être l'occasion pour certains de ces gendarmes de lutter contre l'instauration du STO*, en renseignant les requis sur les dangers qui les menacent et en organisant leur fuite. Parfois, ils ont pu aussi veiller à la sécurité des terrains de parachutage, en détournant par exemple la circulation des routes

avoisantes pour empêcher que ces opérations ne soient troublées par des visiteurs. Ils peuvent aussi avoir fermé les yeux sur des actions de maquisards, comme lors des vols de tickets de ravitaillement ou de papiers d'identité vierges dans les mairies. On peut citer l'exemple du commandant de gendarmerie Guillaudot, qui a commandé les FFI* (Forces Françaises de l'Intérieur) du Morbihan. Il fut pour cela nommé Compagnon de la Libération. Après le débar-

quement, plus de 10 000 gendarmes ont participé aux combats de la Libération et la gendarmerie a facilité par la suite le rétablissement de l'ordre républicain. D'autres personnes avaient des fonctions importantes dans les villages et pouvaient participer à la Résistance : les secrétaires de mairie, souvent instituteurs du village, ont été nombreux à détourner des papiers d'identité ou à falsifier les registres d'état civil pour aider les combattants de l'ombre.

La répression en Auvergne. Paysans et maquisards : une commune a

Clermont-Ferrand. 100 km plus au sud, Saint-Flour (Cantal). Et là, 20 km à l'est, à plus de 1000 mètres d'altitude, une commune martyre : Clavières. Tout proches, les combats les plus intenses des maquis d'Auvergne, au Mont Mouchet, sur les sommets de la Margeride, qui firent plusieurs centaines de victimes dans les rangs des maquisards. Largement décrits et étudiés par les historiens, ces événements concernèrent très directement les habitants d'une commune, mais les travaux historiques ne font que de brèves allusions à ces derniers.

Pourtant, en juin 1944, chacun de ses hameaux – et le cœur de la commune lui-même – connut des heures tragiques : fermes incendiées, assassinats de civils, terreur sur les routes. On peut retrouver la mémoire de ces faits, en interrogeant

ceux qui, alors enfants ou adolescents, se souviennent toujours aujourd'hui.

Le 10 juin 1944, monte de Saint-Flour une colonne de SS*, composée de chars, d'artillerie et d'infanterie. Sans raison apparente, tout commence par le meurtre sauvage de 26 habitants d'une première commune (Ruynes-en-Margeride). Avertis par une habitante arrivée à toute allure sur son vélo, les paysans de trois hameaux quittent précipitamment fermes et troupeaux pour les sous-bois environnants. Ils y resteront à « camper » deux ou trois jours. Les Allemands détruisent avec des plaques incendiaires toutes leurs maisons, qu'elles aient ou non abrité des maquis ou pour simplement semer la terreur. La colonne de SS* essuie une résistance au chef-lieu de la commune, Clavières : des maquisards y étaient en effet postés. Fusillades. Le maire, François

Broncy, entre dans la légende, en se faisant tuer par les allemands au-devant desquels il s'était porté ceint de son écharpe tricolore. Plusieurs autres habitants sont également exécutés et des dizaines de maquisards, qui avaient tendu à l'entrée du village une banderole où étaient inscrits ces mots : « Ici commence la France Libre ».

Les Allemands se replient, pour revenir le lendemain, dimanche 11 juin, et progresser au-delà de Clavières vers le réduit dit « du Mont-Mouchet ». Dans les hameaux et les écarts de ce secteur, les scènes de destruction sont d'autant plus violentes que les maquisards ont installé leur PC dans l'un d'eux, le lieu-dit des Clauzels. Les Allemands progressent alors vers les forêts de hêtres et de résineux de la Margeride, où se livrent les derniers combats, notamment autour de la maison

Le retour de la République au village

Une fois les villages libérés, il faut réinstaller le plus rapidement possible les institutions républicaines. Couleurs nationales et symboles républicains ressortent des placards. La légalité est parfois difficilement mise en place, tant certains veulent sanctionner au plus vite les coupables de collaboration par des exécutions sommaires alors que d'autres aspirent à de véritables changements révolutionnaires. Ainsi dans la petite commune de Pamiers, en Ariège, un tribunal populaire se met en place, en dehors des prérogatives du GPRF*, et décide la condamnation à mort effective de près de 200 personnes.

À la suite immédiate de la Libération, mouvements armés, envoyés du GPRF* et CLL* (Comités Locaux de Libération) ou CDL* (Comités Départementaux de Libération) peuvent se disputer la mainmise sur le pouvoir. Toutefois, il faut constater que ces périodes ne durent que quelques semaines et que très rapidement la République s'inscrit à nouveau dans l'espace de tous les villages et les villes de France. On souhaite dans toutes les communes recouvrer un droit, symbole de la démocratie : le droit de vote. De Gaulle fait en sorte que les élections municipales soient le plus rapidement

possible organisées partout en France, les femmes peuvent voter pour la première fois le 29 avril 1945.

L'aspiration à des changements :

Dans l'esprit du programme du Conseil National de la Résistance*, le GPRF* souhaite doter le monde des campagnes de réformes durables. C'est le nouveau ministre de l'Agriculture Tanguy-Prigent, qui est chargé par de Gaulle de mettre en place ces réformes. Il faut le plus rapidement possible faire redémarrer l'économie dans ce secteur, retrouver des prix abordables pour les matières premières et promulguer de nouvelles lois destinées à améliorer le sort des habitants des campagnes. De nouveaux statuts du fermage (pour les paysans qui louent des terres qu'ils cultivent) et du métayage (pour ceux qui louent les terres et le matériel en échange d'une partie des récoltes) sont mis en place, un enseignement agricole se généralise, ainsi qu'un syndicalisme agricole ou encore un ensemble de structures, comme les foyers ruraux destinés à améliorer le quotidien du monde rural au sortir de la guerre.

Le redémarrage économique se fait rapidement, provoquant de multiples

mutations dans les espaces ruraux et dans les composantes de la société rurale. Il faut en effet retrouver au plus vite la prospérité nationale. Pour ce faire, il y a un consensus national : il est impératif de moderniser l'agriculture, ce qui entraîne inévitablement une transformation en profondeur du monde des campagnes. Alors que la France en 1945 était encore un des pays industriels les plus marqués par la ruralité, avec près d'un tiers des 40 millions de Français vivant de la terre, elle allait être bouleversée en une génération de 1950 à 1970. Les traces et les souvenirs de la participation du monde des campagnes à la Résistance seront de ce fait moins présents dans cette nouvelle société française. ●

forestière, entièrement détruite, avant que les maquisards, numériquement trop défavorisés, ne décrochent et ne gagnent un autre « réduit », à 30 km plus à l'ouest, sur les rives de la Truyère.

Les fermes détruites, comment continuer à vivre ? Les survivants doivent trouver refuge chez des parents d'un village proche. Ce fut aussi chez un voisin dont la maison avait été épargnée, parfois dans une maison abandonnée ou inoccupée, enfin, mais plus tard, dans des baraquements de fortune construits en bois ou en simples briques avec l'aide financière du département. Mais, dans tous les cas, se posait la question du troupeau (on est ici en terre d'élevage) qu'il fallait bien abriter quelque part. Là encore, le voisinage, l'entourage y remédiait.

Une réelle solidarité intra et inter-villageoise s'est donc développée à cette occasion, y compris pour la reconstruction des fermes, qui



Scène de répression

Dans d'autres villages d'Auvergne la répression s'est également exercée comme ici dans un village du Cantal, à l'été 1944. Musée de la Résistance nationale - Champigny-sur-Marne

s'est échelonnée entre 1948 et 1952. On peut en voir encore la facture, le plan, la forme, la largeur des ouvertures, les nouveaux matériaux des toitures, qui diffèrent sensiblement de ceux des maisons anciennes.

Tout du long des routes de la commune, s'égrènent encore aujourd'hui, comme autant de stations-souvenirs, de très nombreuses stèles de granit, érigées à la mémoire des habitants et des maquisards assassinés. Et chaque année, les autorités viennent solennellement en fleurir les plus importantes, comme en un pèlerinage pour ne pas oublier.

D'après une enquête orale menée en Auvergne en 2005 par Martin de la Soudière, chercheur au CNRS,

rural un conservatoire supposé des traditions, ce dernier n'avait sans doute pas pris la mesure de l'ancrage républicain dans de nombreux territoires ruraux : retrouver ne serait-ce que les libertés fondamentales et le droit de vote devenait alors pour les habitants des campagnes une nécessité absolue.

Un dernier point doit aussi être rappelé : en apportant un soutien diversifié à la Résistance, le monde rural a impliqué des hommes, mais aussi des femmes et des enfants que rien ne destinait *a priori* à l'action clandestine. La photographie de couverture de la brochure symbolise cette mobilisation collective, toujours très dangereuse, qui permit le retour de la souveraineté nationale et de la démocratie. Dans ce contexte douloureux des années de guerre, il ne faudrait tout de même pas considérer que les habitants des campagnes ont tous participé à la Résistance : il y a eu des sympathisants affirmés du régime de Philippe Pétain parmi eux, d'autres ont été hostiles à la présence des maquis près de leurs terres, certains enfin ont su profiter des pénuries de l'époque pour s'enrichir sur le dos des citoyens. De tels faits, qu'il ne faut pas minorer si on veut avoir une vision globale du monde rural durant la Seconde Guerre mondiale, ont marqué les esprits après guerre, les citoyens reprochant surtout aux ruraux une attitude réservée à l'égard de la Résistance, et plus généralement un comportement égoïste. Quand bien même, il n'en demeure pas moins que la France rurale a été à maintes reprises et de multiples façons du côté de la Résistance.

L'écrivain Albert Camus, dans le journal *Combat* du 22 décembre 1944, a parfaitement résumé ce que tous ont dû supporter pour le rétablissement des libertés individuelles et de la République : « un courage de cinq ans, un amour de cinq ans, c'est l'inhumaine épreuve que des Français et des Françaises se sont vus imposer ».

À tout(e)s les participant(e)s du Concours national de la Résistance et de la Déportation de montrer maintenant ce que furent, dans le monde rural, ces actes de courage, ces épreuves mais aussi ces manifestations d'attachement à la personne humaine et aux valeurs républicaines qui restent encore de nos jours associés aux résistantes et aux résistants. ●

Conclusion

La participation des habitants des campagnes à la Résistance sous diverses formes, l'inscription d'actions clandestines dans l'espace rural, ainsi que des modes opératoires et des buts spécifiques au milieu rural sont autant de faits permettant de rendre compte des rapports multiples entre la Résistance et le monde rural.

Aborder ces liens obligeait à faire des choix : des exemples locaux, souvent circonscrits à des lieux étroits correspondant aux limites des communautés villageoises ont été relatés, en prenant en compte la diversité géographique et celle des actions menées. Ces faits évoqués ne sont qu'une infime partie de la réalité résistante dans le monde des campagnes, mais c'est maintenant aux élèves et aux enseignants d'approfondir cette question, le plus souvent à partir de faits locaux. Plusieurs éléments de cette brochure, ainsi que des compléments sur Internet, ont été conçus pour guider un tel travail, qui permettra de redécouvrir des traces du passé résistant, qui parfois dans le monde rural a été oublié.

Malgré la diversité des exemples évoqués, on peut retenir quelques caractéristiques communes à tous les faits liant la Résistance au monde rural : apparemment peu visible, l'action du monde rural fut primordiale dans certaines missions de la

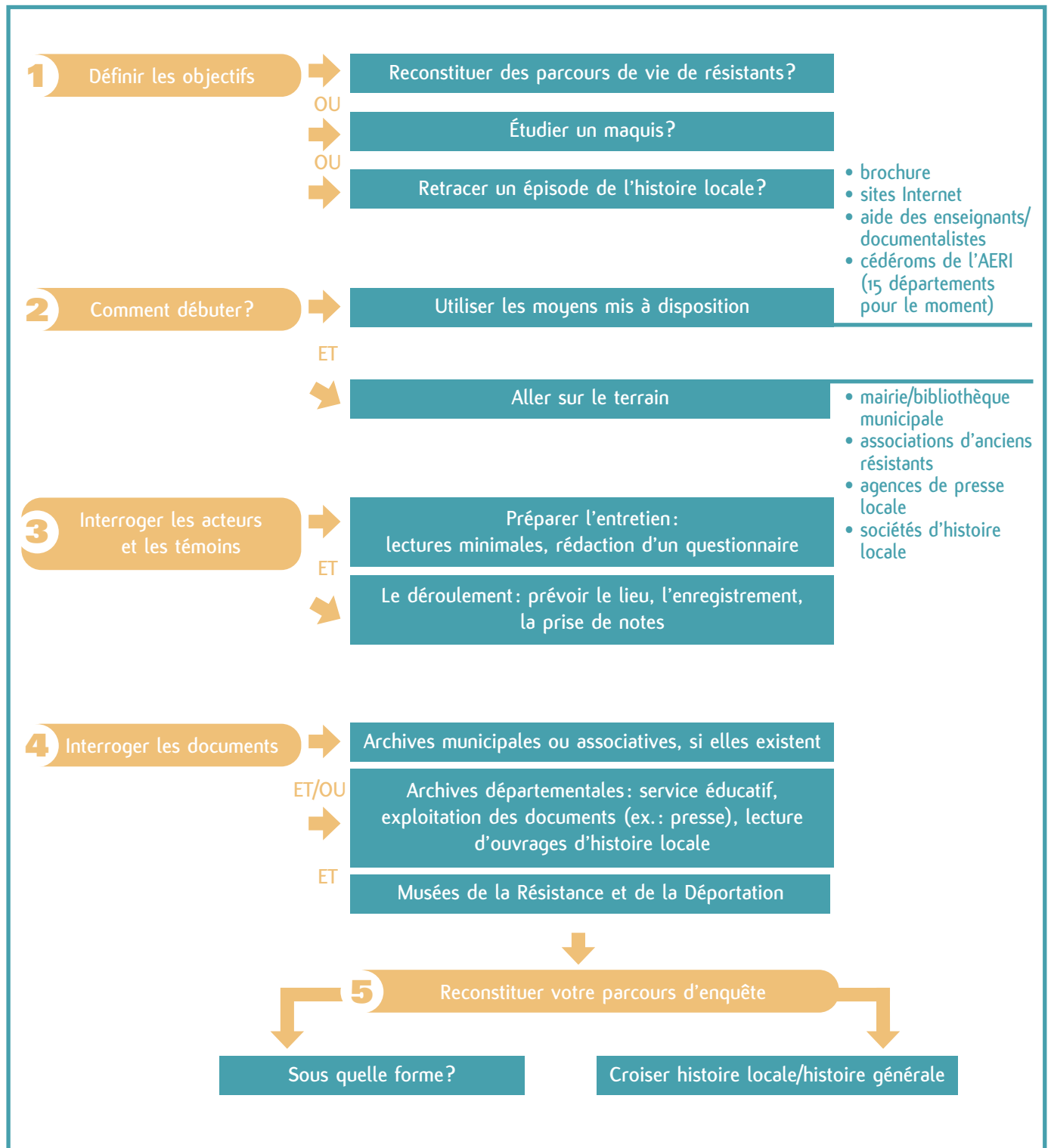
Résistance, comme l'existence de maquis ou l'aide aux pourchassés. Jouant des facilités octroyées par le milieu géographique, le monde des campagnes a aussi apporté une aide décisive à la libération du territoire français, tout en payant un lourd tribut : massacres de populations civiles et villages martyrs en sont l'illustration et continuent à laisser des traces douloureuses dans les mémoires de nos jours.

Surtout grâce à des soutiens qu'on peut difficilement comptabiliser, le monde rural a permis aux résistants d'élargir leur audience et de diversifier leurs actions. Enfin, les faits de résistance dans les espaces ruraux impliquent des hommes et des femmes qui avaient pour valeur, entre autres, l'esprit de solidarité ancré dans les mentalités rurales, mais placée aussi au cœur du consensus national régi par les lois démocratiques et républicaines que les Allemands et le gouvernement de Vichy avaient voulu faire disparaître.

Dans de nombreuses communautés villageoises, il ne fut pas rare de justifier l'aide à la Résistance par des références historiques de lutte contre l'opresseur. Dans les Cévennes, en Bretagne ou dans l'Ariège, par exemple, de tels faits du passé furent le « terreau » sur lequel se développèrent des actions clandestines. Incarnation de la tradition républicaine, la Révolution française a aussi été un creuset dans lequel de nombreux résistants des campagnes ont forgé leur opposition à l'occupant et au régime de Vichy. En faisant de ce monde

Résistance et monde rural: mener l'enquête

Le thème de cette année invite plus particulièrement à étudier les rapports entre Résistance et monde rural dans un cadre local. Pour mener à bien une telle étude, qui peut aboutir à un dossier collectif, il est important que soit mise au point une démarche bien construite.



1 ▷ Définir les objectifs :

Tout dossier collectif doit débiter par cette question : « que souhaitons nous faire ? ». Derrière ce qui peut paraître une évidence, il y a en réalité ce que l'on appelle la problématique de votre recherche. Cette opération préalable à tout travail peut se faire avec l'aide de vos professeurs ou des documentalistes du CDI.

Il faut tout d'abord déterminer le sujet du dossier : s'agit-il de reconstituer des itinéraires de résistants (à l'image de ce que vous propose la fiche méthode n° 1) ? D'étudier un maquis ? Ou encore de retracer un épisode de l'histoire locale

de votre commune, comme par exemple l'étude de la répression lors de l'été 1944 qui a touché de nombreux villages français ?

Il faut choisir le sujet du dossier en fonction de vos souhaits, des suggestions de vos enseignants, mais aussi de vos éventuelles connaissances sur le sujet : il n'est pas rare que vous ayez par exemple un grand-parent qui puisse vous fournir un début de sujet de recherche. N'hésitez pas à commencer par lui poser des questions.

2 ▷ Comment débiter ?

Dès que vous avez une idée assez précise de ce que vous voulez faire, il ne faut pas perdre de temps et débiter la collecte des renseignements. Dans l'élaboration d'un dossier collectif, vous pouvez vous répartir les différentes tâches, tout en faisant des actions collectives, en particulier si vous allez à la rencontre des témoins. Travail personnel et travail collectif doivent être impérativement associés.

Deux démarches s'imposent à vous : utilisez tout d'abord le contenu de cette brochure, ainsi que les différentes indications complémentaires disponibles sur Internet : vous trouverez en particulier pour votre région, une bibliographie précise, commentée, qui précisera comment vous pouvez utiliser tel ou tel ouvrage (il n'est pas utile par exemple, surtout lorsque l'on est au collège de lire des ouvrages destinés à des adultes). Là encore, l'aide de vos professeurs et des documentalistes est irremplaçable.

Mais une autre démarche doit aussi être mise à profit : il faut aller sur le terrain. Demandez des conseils pour cela à votre enseignant (il faut bien choisir le moment, il faut que vous soyez tous disponibles et au besoin accompagnés par un adulte). Vous pouvez commencer par vous rendre à la mairie qui vous indiquera les personnes pouvant vous aider dans

vos enquêtes. Les bibliothèques municipales sont aussi à votre disposition, ne les négligez pas !

Il faut également aller à la rencontre des associations d'anciens résistants de votre commune ou de votre département, et aller voir les monuments ou plaques relatant des épisodes de la Seconde Guerre mondiale. Vous pouvez enfin vous rendre dans l'agence locale du quotidien de votre région : les personnes y travaillant ont souvent une bonne connaissance de l'histoire locale et peuvent vous aiguiller dans vos démarches.

Quelle que soit la personne que vous allez rencontrer, il est impératif de préparer vos questions : il faut savoir ce que vous recherchez.

Vous pouvez imaginer que votre tâche consiste à reconstituer un puzzle dont il faut retrouver les pièces et les assembler. C'est un travail d'enquête parfois long, mais au final passionnant : vous êtes les enquêteurs, à vous aussi en conséquence de faire preuve d'imagination pour la collecte des renseignements.

Beaucoup d'autres exemples seraient à citer, à chaque participant d'aller plus loin.

3 ▷ Interroger des acteurs et des témoins

Quelle que soit votre enquête, vous serez confrontés à des témoins. Prendre en compte leur parole n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Il faut bien préparer les entretiens.

À ce stade de la recherche, la collecte des renseignements a dû porter ses premiers fruits. Pour compléter l'ensemble, quelques lectures sont indispensables : répartissez-vous le travail et faites des fiches de vos lectures pour les redistribuer à chaque membre du groupe.

Il faut ensuite prévoir le lieu de l'entretien et savoir comment vous allez recueillir les paroles. Vous pouvez enregistrer

les témoignages avec l'accord des personnes interrogées. Filmer l'entretien peut aussi être utile et peut même être un support de plus pour l'élaboration du dossier.

Vous pouvez enfin prévoir un questionnaire, même si au fil de l'entretien d'autres questions vous viennent à l'esprit. Il n'est pas rare que vous pensiez après l'entretien à tel ou tel aspect oublié. Essayez d'y penser avant l'entretien !

[Vous pouvez utiliser la fiche méthode, disponible sur www.fondationresistance.org pour interroger des témoins.]

4 ▷ Interroger les documents

Au cours de vos recherches, vous allez obligatoirement tomber sur des documents écrits. Pour bien les comprendre, il faut tout d'abord l'aide de vos enseignants, mais c'est aussi l'occasion d'utiliser les différentes méthodes vues en cours. À titre de rappel, il est impératif de contextualiser le document, de rappeler sa nature, d'en tirer les idées principales. Il faut aussi bien définir les termes qui vous sont inconnus. En ce

qui concerne les documents iconographiques, la démarche est la même.

Une fois toutes ces opérations faites, il est nécessaire de mettre en forme votre travail. Plusieurs supports, format papier, cédérom, etc., sont possibles. Soignez dans tous les cas la présentation et l'orthographe !

Étudier les rapports entre la Résistance et le monde rural peut passer par l'utilisation de la représentation de ces liens qui en est faite dans le cinéma. Afin de fournir quelques pistes, voici un tableau des films sur le sujet (N.B. : tous les titres indiqués sont disponibles dans le commerce)

A priori Résistance et monde rural sont antinomiques dans leurs représentations.

Deux visions du monde rural français dans les films des années 1930-1950 :

- Un monde archaïque et grossier, où les familles, vivant en autarcie, s'entre-déchirent pour un arpent de terre – atmosphère dont les jeunes cherchent à s'échapper pour le miroir aux alouettes de la ville – ou, au contraire, un espace intact et doux, où l'on vient se ressourcer pour échapper aux miasmes urbains. La réalité était bien sûr moins mani-chéenne, même si elle révélait une société qui n'avait guère évolué depuis le XIX^e siècle, tant sur le plan des techniques que des mentalités.

- La seconde image correspondait à la propagande vichyste, une terre refuge qui « ne ment pas », face aux manifestations urbaines du Front populaire, une société faite de respect des traditions familiales et de rapports hiérarchisés, de semeurs « aux gestes augustes » et « de chansons des blés d'or ».

Goupi mains rouges de Jacques Becker (1942) nous plonge dans le milieu sordide d'une « tribu » de fermiers charentais, se disputant un magot à l'occasion d'un meurtre mystérieux. On y retrouve le visage patibulaire d'un comédien incontournable du cinéma français de l'époque, Robert le Vigan, qui termina ses jours dans la misère

en Argentine après avoir été frappé d'indignité nationale pour collaborationnisme.

De même dans **Jeux interdits** de René Clément (1951) : Paulette, adorable petite citadine aux boucles blondes (rôle où débuta à 5 ans Brigitte Fossey), après avoir perdu ses parents et son chiot tués sur la route de l'exode au printemps 1940, rencontre Michel, paysan de 11 ans, dont les parents, caricatures de « bouseux », ne la recueillent que pour paraître plus généreux que leurs voisins. Les deux enfants, liés par une indéfectible et pure affection, se livrent aux jeux macabres d'enterrements d'animaux, en parallèle avec la bassesse et la violence dont ils sont victimes de la part des adultes, censés les protéger.

Marcel Pagnol traduit lui de manière populaire la philosophie pacifiste d'un monde en harmonie avec la nature de Jean Giono dans **Regain** (1937), mais sa **Fille du puisatier** (1940) reflète l'esprit de la « Révolution nationale » pétainiste, avec en point d'orgue une scène où des villageois provençaux, groupés autour du poste de radio du café, approuvent le Maréchal annonçant le 17 juin la demande d'Armistice*. À noter que Pagnol adapta après la guerre cette réalisation à l'air du temps en remplaçant le discours de Pétain par l'Appel du 18 juin... !

Deux films donnent la vision mythique de l'aristocratie rurale tentant vainement de défendre des valeurs morales contestées par la cupidité de parvenus : **Monsieur des Lourdines** (1942) de Pierre de Hérain, beau-fils du Maréchal, d'après l'œuvre d'Alphonse de Chateaubriant, romancier officiel de Vichy, et **Les affaires sont les affaires** (1944) de Jean Dréville où la férocité de la critique sociale

de la pièce d'Octave Mirbeau est récupérée par le rejet corporatiste* du capitalisme.

Comment le thème de la Résistance fut-il introduit dans ces images rurales ?

- Une trentaine de succès cinématographiques furent produits en France sous l'Occupation par la firme allemande Continental films, avec une censure des scénarios et un contrôle de l'origine aryenne des comédiens et réalisateurs. Pourtant, le directeur Alfred Greven, passionné de cinéma français, fermait les yeux sur ces règles quand il estimait avoir affaire à des professionnels de talent (cf. sur ce sujet **Laissez passer** de Bertrand Tavernier 2001).

- C'est ainsi que Jean-Paul Le Chanois, juif et communiste, d'abord comédien du « Groupe Octobre », assistant de Jean Renoir sur le film emblématique du Front populaire **La vie est à nous**, travailla pendant la guerre pour cette société. Parallèlement, sur un projet de la Commission militaire du Conseil national de la Résistance, il entreprit en 1944 un tournage sur le maquis du Vercors pour un montage mi-documentaire, mi-fiction, montrant l'image d'une France héroïque.

Au cœur de l'orage ne sortit qu'en 1948 car le Comité de Libération du cinéma français reprochait à Le Chanois d'avoir filmé pour l'occupant. Du même réalisateur, on peut citer **L'école buissonnière** (1949), où Bernard Blier campe un instituteur provençal qui inquiète les villageois par ses méthodes interactives, mais grâce à qui tous les élèves réussissent le certificat d'études : Le Chanois, par ce film frais et spontané, rendait hommage à « l'esprit de résistance » de Célestin Freinet, pédagogue révolutionnaire, qui prolongea

logiquement son action éducative à St-Paul-de-Vence en dirigeant un maquis à Vallouise dans les Hautes-Alpes.

D'autres films firent passer le message de la Résistance pendant l'Occupation, mais le monde rural n'y apparaît qu'en arrière-plan : ainsi en 1942, le rebelle Périgord de Jacquou le Croquant servit de décor à **Pontcarral, colonel d'Empire** de Jean Delannoy (avec le chanteur de la France Libre Pierre Blanchard dans le rôle-titre). À la Libération, **La bataille du rail** de René Clément mit en scène des actions résistantes de cheminots dans les campagnes bourguignonnes. **Le Père tranquille** du même réalisateur, permit à Noël-Noël, comédien et scénariste de **La cage aux rossignols** (repris 60 ans après par G. Jugnot sous le titre **Les choristes**, dans un autre esprit mais avec un égal succès populaire), de faire croire aux Français qu'ils avaient tous résisté. Il joue en effet le personnage d'un père de famille ronchon, passionné d'orchidées, dont l'insolent jeune fils découvre qu'il est en fait chef de réseau de résistance dirigeant des sabotages sur une usine de fabrication de sous-marins de poche près de chez lui. Deux films ont exalté l'esprit de résistance populaire face à un occupant au comportement réputé « Korrek », de deux manières totalement opposées : **Boule de suif**, tiré en 1945 par Christian-Jaque de la célèbre nouvelle de Maupassant, montre, en fuite sur les routes normandes, une prostituée bravant avec panache en 1870 les Prussiens, entourée de notables qui la méprisent mais rivalisent de veulerie. **Le silence de la mer**, que Jean-Pierre Melville réalisa en 1947 à partir de l'œuvre majeure de **Vercors**, illustre le refus profond de

l'occupation par le mutisme qu'opposent un homme et sa nièce à un officier allemand sensible et cultivé, qu'ils sont contraints d'accueillir dans leur maison de campagne.

Depuis les années 60, de nombreux films ont été consacrés à la Résistance.

Ils montrent souvent la part du monde rural dans les risques pris pour le passage de la ligne de démarcation et l'hébergement de résistants pourchassés, mais surtout par la solidarité entre milieux sociaux très différents dans l'action résistante :

Fortunat d'Alex Joffé (1960) : Bourvil (débrouillard et tendre paysan passeur) et Michèle Morgan (grande bourgeoise désespérée avec deux enfants) forment un couple, inattendu mais convaincant.

À la Libération, chacun doit à regret reprendre sa place dans la pyramide sociale.

Léon Morin, prêtre de Jean-Pierre Melville (1961) d'après le prix Goncourt 1952 de Béatrix Beck : échanges sur la vie, l'engagement et la foi entre un prêtre aux idées dérangement (étonnant Belmondo) et une jeune veuve incroyante dans le contexte de la résistance dauphinoise.

Le jour et l'heure de René Clément (1963) : une parisienne désœuvrée (Simone Signoret) est par hasard amenée à prendre le risque d'accompagner en zone libre un aviateur allié dont elle s'éprend. Les deux amants se séparent lorsque des maquisards récupèrent l'Américain qui reprend la lutte, tandis que la jeune femme retrouve sa terne vie bourgeoise.

La ligne de démarcation de Claude Chabrol (1966) : ce montage, réalisé à partir des *Mémoires d'un agent de la France Libre* du colonel Rémy, présente une chaîne d'actes de résistance entre les habitants d'un village jurassien par-delà les distinctions sociales.

Le vieil homme et l'enfant (1966) :

première œuvre pleine de sensibilité et d'humour de Claude Berri, donne l'occasion à Michel Simon de faire une réjouissante création d'ancien poilu, pétainiste et antisémite, qui joue au « pépé gâteau » avec un petit juif qu'il héberge dans sa ferme sans savoir bien sûr à qui il a affaire.

La grande vadrouille de Gérard Oury (1966) : les aventures rocambolesques de deux citadins (Louis de Funès et Bourvil), conduisant, à travers les campagnes, en zone libre trois pilotes anglais abattus sur Paris. Des scènes mémorables mettent en valeur la résistance de religieuses dans le vignoble bourguignon.

L'armée des ombres de Jean-Pierre Melville (1969), montre le résistant Gerbier (Lino Ventura), évadé de la *Gestapo* lyonnaise grâce à ses camarades et caché de longs mois dans une ferme isolée, tandis que le Baron de la Ferté Thalloir organise sur ses terres des parachutages.

Dans **Les patates** (1969), à redécouvrir, Claude Autant-Lara montre l'angoisse du ravitaillement en zone interdite qui pousse un jeune ardennais, joué par Pierre Perret, aux limites de la folie.

Deux grands films de Louis Malle, **Lacombe Lucien** (1974) et **Au revoir les enfants** (1987) donnent une vision sombre de l'homme, désespérément seul face à l'engagement. Le sauvage Lucien, en rébellion contre son milieu rustre d'origine mais sans conviction, devient collaborateur par hasard et sera fusillé par la Résistance sans comprendre. Le Père Jean, dénoncé pour avoir caché un jeune juif dans son collège religieux de Seine-et-Marne par un minable garçon de cuisine pratiquant du marché noir, mourra des suites de sa déportation à Linz le 2 juin 1945. Le scénario s'inspire de la personnalité d'un « Juste » le Père Jacques de l'ordre des Carmes, ancien directeur du collège d'Avon où Louis Malle fut scolarisé.

Des téléfilms donnent une vision exemplaire au grand public de la Résistance en milieu rural :

En 1972, la série **Le 16 à Kerbriant** de Michel Wyn montre une action résistante organisée dans une ferme isolée bretonne grâce à une ligne téléphonique directement reliée à la *Kommandantur*.

En 1977, l'histoire de la noble famille des Plessis-Vaudreuil tournée par Robert Mazoyer, à partir du roman de Jean d'Ormesson **Au plaisir de Dieu**, nous permet de voir les diverses façons de résister du patriarche, le Duc Sosthène, de certains de ses « gens » et ce, malgré les affinités qu'ils ressentent parfois avec les aristocratiques officiers qui occupent leur domaine, En 1985, **Des grives au loup** de Philippe Monnier suit pendant un siècle une famille d'agriculteurs corréziens déchirée entre tradition et modernisme à partir des livres de Claude Michelet, fils du grand résistant Edmond Michelet.

En 1993, **La colline aux mille enfants** de Jean-Louis Lorenzi reçut un Emmy Awards pour sa remarquable évocation des « Justes » de la communauté protestante du village du Chambon-sur-Lignon en Haute-Loire, qui, dans la filiation résistante cévenole, hébergea tout naturellement et protégea ainsi plus de 3000 petits réfugiés juifs. Un an après, **Des enfants dans les arbres**, fiction réalisée par Pierre Boutron, reprit le même sujet de manière particulièrement émouvante, en le situant dans une ferme du sud-ouest transformée en maison d'enfants.

En 1995, **Les Alsaciens ou les deux Mathilde** de Michel Favart représente l'Alsace farouchement autonomiste, ballottée entre deux « occupations » allemande et française, de 1870 à 1953. Comme Mathilde Kempf de la Tour qui, au temps de la Revanche, entretint l'amour de la France dans son village d'Alsheim, Katel Faugel, **Mathilde**



dans la Résistance, défie l'occupant nazi jusqu'à la mort. Cela nous donne l'occasion de découvrir tous les aspects de l'héroïque résistance rurale en zone annexée, mais aussi de nous interroger sur le cas des « malgré-nous » qui ont participé à l'horreur d'Oradour-sur-Glane.

À côté du cinéma de fiction, le documentaire a pu lui aussi donner une image des liens entre la Résistance et le monde rural.

C'est en particulier le cas du **Chagrin et la Pitié** de Marcel Ophuls (1969), chronique contrastée de la vie sous l'occupation dans la région de Clermont-Ferrand. Dans ce film, qui a suscité polémiques et critiques depuis sa sortie, les frères Grave, agriculteurs et résistants relatent avec conviction leur expérience de l'action clandestine.

Autres images populaires de la Résistance et du monde rural.

On n'aura garde d'oublier deux perles de la bande dessinée parues à la Libération :

La bête est morte ! de Calvo ou la guerre mondiale chez les animaux (rééditée en 1977) et **Les petits ennus de Bécassine**, publiée en album pour la première fois en 2005 à l'occasion de son centenaire, où la sympathique petite bonne bretonne imaginée par Caumery et Pinchon résiste avec une ingéniosité toute « rurale » dans Paris occupé. Si le cinéma ou la bande dessinée offrent des représentations diversifiées de la résistance dans le monde rural, c'est également le cas pour la littérature de témoignage ou de fiction.

Pour en savoir plus, voir : www.cndp.fr/memoire la représentation de la Résistance et du monde rural au cinéma

LES NOTIONS CLÉS

- **Armistice** : Philippe Pétain, nommé président du Conseil le 16 juin 1940, demande à l'Allemagne la signature d'un armistice. Celui-ci est signé le 22 juin 1940 à Rethondes (où fut signé celui de 1918). Hitler impose à la France des clauses draconiennes. L'armée française est désarmée, la France doit entretenir les troupes allemandes basées sur son territoire, une ligne de démarcation (voir définition) est créée, l'Alsace et la Moselle sont annexées, enfin les prisonniers de guerre français sont maintenus en captivité.
- **BCRA** : Bureau Central de Renseignement et d'Action. Service de renseignement mis sur pied par André Dewavrin, dit colonel Passy. Initialement dénommé Bureau Central de Renseignement et d'Action Militaire (BCRAM), il prend le nom de BCRA en 1942. Service de renseignement de la France Libre il a organisé d'importants réseaux dans la France occupée : Brutus, Cohors, Confrérie Notre-Dame (CND), Manipule, Phalanx, sont parmi les plus connus.
- **CDAP** : Comités d'Action et de Défense Paysanne. Mis en place en 1943, avec des militants communistes avant tout, ils se lancent dans une propagande contre Vichy et l'occupant, en particulier dans le sud-est de la France.
- **CDL** : Comité Départemental de la Libération. Mis en place clandestinement avant la Libération, les CDL ont pour rôle d'encadrer la prise de pouvoir, l'épuration et la transition de la période de la Libération afin de permettre un retour rapide à la légalité républicaine. Des comités locaux de Libération (CLL) ont également été créés.
- **CGA** : Confédération Générale de l'Agriculture. Née durant l'année 1943, regroupe des militants socialistes et radicaux. La CGA se dote d'un journal, *la Résistance paysanne* en 1944.
- **CNP** : Confédération Nationale Paysanne. Organisation agricole proche des socialistes, interdite par le gouvernement de Vichy.
- **CNR** : Conseil National de la Résistance. Créé le 27 mai 1943 le CNR parachève l'unification de la résistance intérieure, dont de Gaulle a confié la réalisation à Jean Moulin, en rassemblant à la fois les principaux mouvements (Combat, Franc-Tireur, Libération-Sud, Libération-Nord, le Front National, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération et l'Organisation Civile et Militaire) et des hommes issus de différentes sensibilités politiques, ainsi que deux syndicats (la CGT et la CFTC). D'abord présidé par Jean Moulin puis,

après l'arrestation de ce dernier en juin 1943, par Georges Bidault, le CNR élabore un programme (15 mars 1944) qui prévoit « un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la libération du territoire, un ordre social plus juste... ».

- **Corporatisme** : régime qui se substitue aux syndicats. Organisé pour chaque secteur de l'économie, il veut nier les différences sociales. Les cadres ne sont pas élus mais nommés par Vichy.
- **Corporation Nationale Paysanne** : exemple de ce corporatisme, elle devait être la grande réforme de Vichy dans le monde rural. Toutes les organisations agricoles sont représentées à l'échelon départemental. Elle devait permettre de mieux contrôler les productions, sous la houlette de l'État. Dans la pratique, cette institution n'a pas réellement fonctionné.
- **FFI** : Forces Françaises de l'Intérieur. Le 1^{er} février 1944 sont instituées les FFI, regroupant les diverses formations paramilitaires de la Résistance. Le général français Kœnig, reconnu par les Alliés, en dirige l'état-major à Londres. Après le débarquement du 6 juin 1944, les FFI apportent, par leur connaissance du terrain, une aide précieuse aux soldats alliés dans leur progression pour le libérer. En septembre 1944 les FFI sont intégrées dans l'armée française.
- **FFL** : Forces Françaises Libres. Formées par de Gaulle au cours de l'été 1940, les FFL regroupent d'abord des unités rapatriées de Dunkerque, de Narvik et de l'armée du Levant, rejointes par quelques soldats et civils (tels les pêcheurs de l'île de Sein) de métropole qui ont réussi à parvenir jusqu'en Angleterre. Les FFL possèdent également une marine, les Forces Navales Françaises Libres (FNFL) et une aviation, les Forces Aériennes Françaises Libres (FAFL). Rassemblant à la fin de 1943 environ 60 000 combattants, les FFL se sont illustrées sur différents théâtres d'opérations en Afrique et en Europe (la 1^{re} brigade française libre à la bataille de Bir Hakeim en Libye, les unités du général Leclerc à Koufra, au Tchad et au Fezzan).
- **Front National** : le Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France est créé en 1941, d'obédience communiste, il générera les FTP (voir définition). Rien à voir avec la formation politique actuelle.
- **FTP** : Francs-Tireurs et Partisans. Créés en 1942 les FTP regroupent des organisations paramilitaires (Organisations Spéciales, Jeunesses communistes, MOI), et sont placés sous

le commandement de Charles Tillon. Très structurés, les FTP sont partisans de la guérilla urbaine et de l'action immédiate. En 1944 les FTP sont rattachés aux FFI.

- **Gestapo** : abréviation de *Geheime Staatspolizei*, police secrète d'État allemande. Active, entre autres, dans la lutte contre les résistants.
- **GPRF** : Gouvernement Provisoire de la République Française, institué et présidé à partir du 3 juin 1944 par le général de Gaulle.
- **IS** : *Intelligence Service* (service secret britannique). En place en France dès 1940.
- **Ligne de démarcation** : véritable frontière, traversant des départements et villes de zone rurale, imposée par les Allemands. Elle sépare la zone occupée par leurs troupes et la zone non occupée dite libre sous l'administration directe de Vichy (voir carte p. 8).
- **Milice** : créée sur décision de Pierre Laval, alors chef du gouvernement, le 30 janvier 1943. Est une force répressive particulièrement à l'égard de la Résistance. Constitue depuis avril 1943 une direction autonome de la Police mise à la disposition des préfets. Avec ses propres tribunaux, elle a le droit de justice et de police.
- **Mouvements de Résistance** : apparus progressivement à partir de l'automne 1940, les divers mouvements structurés (Combat, Franc-Tireur, Libération-Nord, Défense de la France, Front National etc.) font suite le plus souvent à des formes moins organisées de Résistance. En zone nord, ils s'opposent avant tout à l'occupant ; en zone sud leur hostilité se tourne plutôt vers l'idéologie vichyste.
- **ORA** : Organisation de Résistance de l'Armée. Née en novembre 1942, elle rassemble au début des officiers de l'armée d'armistice dissoute.
- **Organisations de solidarité** : plusieurs organisations ont aidé à la protection des personnes recherchées ou persécutées par le gouvernement de Vichy ou par les Allemands. Certaines ont en particulier permis de sauver les populations juives. On peut retenir le cas de la **CIMADE**, Comité Inter-Mouvements Auprès Des Évacués, créé en 1939 ; l'**OSE**, Œuvre de Secours aux Enfants ou encore le **Secours populaire**, clandestin durant la guerre.
- **OSS** : *Office of Strategic Services* (services spéciaux américains à partir de 1943 en France).

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Seuls quelques titres ont été retenus

(voir bibliographie régionale exhaustive sur le site Internet du CNDP).

Ouvrages de base sur la période

- Durand Yves, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Armand Colin, 1993.
- Rousso Henry, *La France des années noires*, Découvertes Gallimard.
- Veillon Dominique, *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Payot, 1995.

Ouvrages sur le monde rural en général

- Moulin Annie, *Les Paysans dans la société française. De la Révolution à nos jours*, Le Seuil, Points Histoire, 1988.

Ouvrages pédagogiques sur la Résistance

- Buton Philippe et Veillon Dominique, *Résistance, 1940-1945*, La Documentation photographique n° 6106, 1990.
- *La Résistance. Ces Français du refus*, TDC (Textes et documents pour la classe) n° 750, CNDP, 1998.

- Dossiers pédagogiques réalisés et édités par les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation, Charles de Gaulle et France Libre à l'occasion du Concours national de la Résistance et de la Déportation.
 - 1997. Les femmes dans la Résistance (épuisé).
 - 1998. Les étrangers dans la Résistance.
 - 1999. Les lieux de Mémoire.
 - 2000. L'univers concentrationnaire.
 - 2001. La Résistance.
 - 2002. Déportation et production littéraire et artistique.
 - 2003. Les jeunes dans la Résistance.
 - 2004. Les Français Libres.
 - 2005. La Libération des camps et la découverte de l'univers concentrationnaire.

Articles de synthèse sur

« Résistance et monde rural »

- Kedward Harry R., « La France rurale et la Résistance » in Fishman Sarah, Lee Downs Laura, Sinanoglou Ioannis, Smith Leonard V., Zaretsky Robert [dir.] *La France sous Vichy. Autour de Robert O. Paxton*, Bruxelles, 2004, éditions Complexe, collection « Histoire du

temps présent », pp.139-157.

- Douzou Laurent, « La Résistance et le monde rural : entre histoire et mémoire », *Ruralia* n° 4, 1999.

Outils multimédia

- Association pour les Études sur la Résistance Intérieure (AERI), collection nationale « Histoire en Mémoire 1939-1945 ». L'AERI édite une série de cédéroms et dévédéroms sur l'histoire de la Résistance dans les départements ou régions. Déjà parus depuis 2003 : l'Ardèche, le Calvados, la Charente, la Corse, la Haute-Marne, l'Île de France, la Manche, l'Oise, l'Yonne, l'Indre-et-Loire. À paraître en 2006 : l'Orne, le Doubs, la Lozère...
 - Arnaud Nicolas, Garbin Laurent, *La France et les Français pendant la Seconde guerre mondiale*, coffret multimédia, Hachette éducation/ Scéren / Amis du musée de la Résistance et de la Déportation, 2005.
 - *La Seconde Guerre mondiale*, coffret de trois cédéroms publié par Mindscape éditions en 2003 contenant en particulier de Leroux Bruno et Douzou Laurent [dir.], *La Résistance en France. Une épopée de la Liberté*.

CHRONOLOGIE

• **Réseaux de Résistance** : organisations clandestines apparues dans la France occupée dès l'été 1940, les réseaux développent essentiellement des activités d'aide aux prisonniers de guerre, de renseignement, d'évasion, de sabotage et fournissent aux Alliés une aide militaire précieuse. Plusieurs organismes ont créé des filières en France et recruté de nombreux agents : les services britanniques du SOE et de l'IS (voir définition), les services américains de l'OSS (voir définition) et ceux du BCRA (voir définition). 266 réseaux ont été officiellement reconnus (homologués) à la Libération, regroupant environ 100 000 agents.

• **Révolution nationale** : elle caractérise le régime de Vichy, mise en place par Pétain dès qu'il obtient les pleins pouvoirs, le 10 juillet 1940. Antirépublicaine, antidémocratique, passiviste, la Révolution nationale fondée sur la devise, « Travail, Famille, Patrie » adopte des pratiques dictatoriales. Des lois d'exclusion ont été promulguées (ex. : statuts des juifs d'octobre 1940 et de juin 1941).

• **Service civique rural** : institué en 1941, ce service devait inciter les jeunes à aller pour une courte période aider les paysans en manque de main-d'œuvre. Un des moyens de promouvoir l'image des campagnes selon Vichy.

• **SOE** : *Special Operations Executive* (Services des Opérations Spéciales). Créé à l'été 1940 par les Britanniques pour affaiblir la position de l'Allemagne en Europe occupée. Il eut pour chef en France le commandant Buckmaster. Le SOE contrôle une cinquantaine de réseaux d'évasion et de renseignement en France. Activité : évasion, renseignement, sabotage, parachutages de matériel, débarquements-embarquements.

• **SS** : *Schutzstaffeln* (groupes de protection).

• **STO** : Service du Travail Obligatoire. Institué par le gouvernement de Vichy par une loi du 4 septembre 1942 pour répondre aux exigences allemandes de main-d'œuvre, le STO constitue le prolongement de la politique vichyste de la « Relève » mise en place début 1942, qui consistait à envoyer en Allemagne des travailleurs spécialisés volontaires en échange du retour de prisonniers de guerre (trois travailleurs pour un prisonnier). L'échec de la « Relève » et la faiblesse de ses résultats entraînent l'instauration d'une nouvelle loi du 16 février 1943 modifiant le recrutement du STO : il ne se fait plus selon un critère professionnel mais sur une base démographique, les réquisitions concernant désormais tous les jeunes nés entre 1920 et 1922. Très impopulaire, le STO a provoqué une hostilité croissante de l'opinion, et il a entraîné une partie des réfractaires à s'engager dans la Résistance, en particulier au sein des maquis.



LES SITES INTERNET

- Centre National de Documentation Pédagogique : <http://www.cndp.fr/memoire>
- Sur les archives départementales : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/fr/annuaire/index.html>
- Fondation de la Résistance : <http://www.fondationresistance.org>
- Fondation pour la Mémoire de la Déportation : <http://www.fmd.asso.fr>
- Fondation Charles de Gaulle : <http://www.charles-de-gaulle.org>
- Base des travaux universitaires de l'association « Mémoire et Espoirs de la Résistance » : <http://www.memoresist.org>

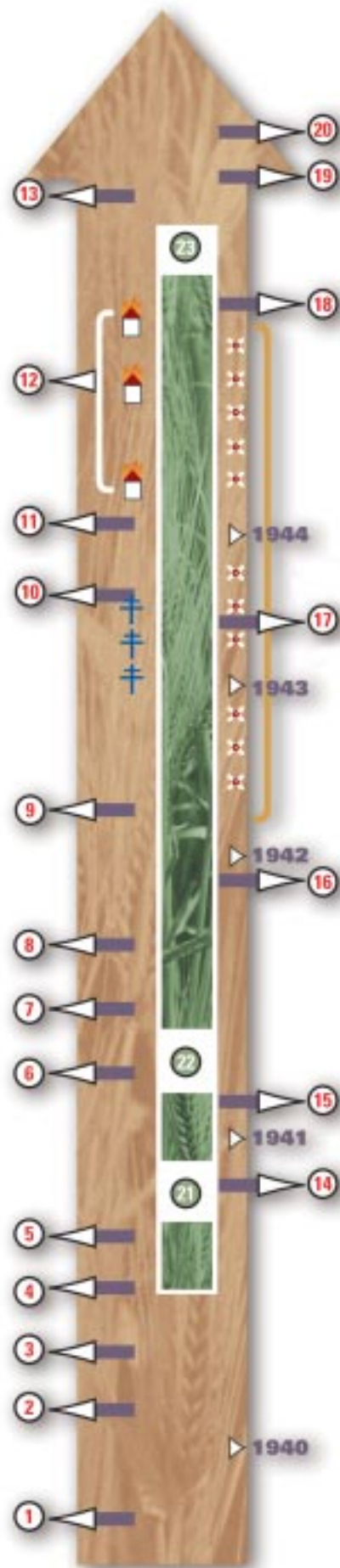
1. **1^{er} septembre 1939** : entrée en guerre.
2. **18 juin 1940** : appel du général de Gaulle.
3. **22 juin 1940** : Armistice.
4. **10 juillet 1940** : pleins pouvoirs à Philippe Pétain.
5. **24 octobre 1940** : rencontre de Montoire, début de la collaboration avec l'Allemagne.
6. **septembre 1942** : création du STO.
7. **8 novembre 1942** : débarquement en Afrique du Nord.
8. **11 novembre 1942** : invasion de la zone libre.
9. **27 mai 1943** : création du CNR, Conseil National de la Résistance.
10. **3 juin 1944** : création du GPRF, Gouvernement Provisoire de la République Française, sous la direction de De Gaulle.
11. **6 juin 1944** : débarquement allié en Normandie.
12. **15 août 1944** : débarquement allié en Provence.
13. **8 mai 1945** : capitulation sans condition de l'Allemagne. Fin de la guerre en Europe.

Dans le monde rural :

14. **2 décembre 1940** : début de la mise en place de la Corporation, dans un premier temps bien accueillie dans le monde rural.
15. **février 1941** : impositions pour le ravitaillement ; la France connaît des difficultés d'approvisionnement, ce qui renforce la position de force des paysans par rapport au reste de la société française. Des tickets de rationnement sont également mis en circulation, et cela jusqu'en 1949.
16. **décembre 1942** : la Corporation paysanne est officiellement installée selon un processus complexe, ce qui en rend dans la pratique la mise en place difficile.
17. **mai 1943** : le STO est étendu au monde rural. Cela a pour effet d'entraîner de nombreux réfractaires dans la Résistance.
18. **12 octobre 1944** : suppression de la Corporation paysanne par le GPRF.
19. **13 avril 1946** : statut du fermage et du métayage ; symbole de la volonté du gouvernement de mettre en place des réformes de structures durables dans la France rurale.
20. **18 mai 1946** : création de l'INRA, institut national de la recherche agronomique, signe de la volonté de modernisation de l'agriculture.

Principaux gouvernements du régime de Vichy :

21. Gouvernement Laval.
22. Gouvernement Darlan.
23. Gouvernement Laval.



mission
de Jean Moulin



développement
des maquis



répression dans de nombreux
villages français